

Industrie Canada 2007

Sondage auprès de la population en général : Rapport final

Mars 2007

Préparé pour :

Industrie Canada

Direction générale des communications et du marketing

Industrie Canada

Édifice C.D.-Howe

Pièce 204E, 235, rue Queen

Ottawa (ON) K1A 0H5

Canada

Téléphone : 613-943-2545

Télécopieur : 613-952-5162

Courriel : ResearchAdvertising_RecherchePublicite@ic.gc.ca

This report is also available in English

numéro du contrat : 1400-062276-001-CY

date du contrat : January 19, 2007

Préparé par:



TABLE DES MATIÈRES

I. SOMMAIRE DE DIRECTION.....	iii
II. ANALYSE DÉTAILLÉE	1
1-0 Contexte et objectifs	1
2-0 Industrie Canada : Mesures prioritaires et perception de leur efficacité	2
2-1 Mesures prioritaires pour stimuler la croissance économique	2
2-2 L'efficacité perçue du gouvernement du Canada	5
2-3 Mesures prioritaires et perception de leur efficacité	8
3-0 Le rôle du gouvernement dans l'économie.....	9
3-1 Le rôle perçu / le rôle souhaité du gouvernement dans l'économie	9
3-2 Importance d'investir les deniers publics de façon responsable	11
3-3 L'appui au soutien gouvernemental des entreprises	13
3-4 Le remboursement de l'aide gouvernementale	15
3-5 Incidence de diverses industries sur la prospérité future du Canada	17
4-0 Recherche et développement.....	19
4-1 Innovation ou Recherche et Développement (R et D)	19
4-2 Capacité d'être un chef de file dans une économie du savoir	22
4-3 Progrès technologique	23
4-4 L'importance de l'innovation	25
4-5 Mieux exploiter et vendre les produits de la R et D	26
4-6 Perception des retombées du soutien gouvernemental à la R et D	27
5-0 Science et Technologie	28
5-1 Valeur perçue du soutien gouvernemental aux activités de S et T	28
6-0 Télécommunications	29
6-1 Satisfaction à l'endroit des services de télécommunications au Canada	29
6-2 Préférence quant à un niveau de réglementation plus ou moins détaillé	31
6-3 Réglementation des nouveaux services de télécommunication	32
6-4 Préférence d'investissement étranger dans les télécommunications	34
7-0 Méthodologie	37
7-1 Pondération	37
7-2 Résultat de l'appel	39
8-0 Matériel utilisé sur le terrain	41
8-1 Questionnaire anglais	41
8-2 Questionnaire français	52

I. SOMMAIRE DE DIRECTION

Methodologie

Industrie Canada a mandaté TNS Canadian Facts pour entreprendre un sondage national visant à explorer une variété de sujets d'intérêt pour le Ministère. Un total de 1 200 entrevues téléphoniques ont été réalisées entre le 5 février et le 1^{er} mars 2007, et ce, à partir d'un échantillon de personnes âgées de 18 ans et plus prélevées aléatoirement au sein de la population générale. Considérant la taille de l'échantillon, les résultats peuvent être considérés comme étant précis à +/- 2,9 %.

Ces entrevues téléphoniques réalisées auprès de Canadiens âgés de 18 ans et plus représentent un total de 1 200 entrevues complétées et elles ont eu lieu entre le 5 février et le 1^{er} mars 2007.

Industrie Canada : Mesures prioritaires et perception de leur efficacité

Bien que certaines activités soient considérées prioritaires, une majorité de Canadiens accordent de l'importance aux mesures d'intervention dont dispose le gouvernement du Canada pour stimuler la croissance économique. En réalité, les Canadiens accordent une importance croissante à presque toutes les mesures d'intervention prioritaires testées depuis 2005. En fait, seulement une des mesures (encourager l'innovation ainsi que la recherche et le développement) s'est vu accorder une importance moindre (en baisse de 2 pour cent depuis 2005).

Dans la liste de priorités spécifiques sur lesquelles Industrie Canada pourrait se concentrer pour soutenir les entreprises et encourager la croissance économique, la promotion du développement durable est jugée de première importance. En fait, depuis le lancement de l'étude « baromètre » d'Industrie Canada en 2003, le public a toujours considéré le développement durable comme une priorité importante sur laquelle Industrie Canada pourrait se concentrer pour soutenir les entreprises et encourager la croissance économique. Cette dernière vague de sondages démontre que l'importance accordée au développement durable est en hausse, passant de 82 % en 2005 à 90 % en 2007.

D'autres priorités mises en évidence au cours des dernières vagues d'études ont conservé leur importance. Parmi celles-ci, se retrouvent la promotion du développement économique régional (87 %, en hausse significative par rapport au niveau de 75 % mesuré en 2005), le soutien à l'investissement dans l'économie et dans les entreprises canadiennes (85 %, en hausse par rapport au niveau de 82 % en 2005) et l'assurance

d'un marché équitable pour les consommateurs (83 %, par rapport à 76 % en 2005). La promotion du commerce interprovincial, un thème qui n'avait pas été mesuré dans les précédentes études, se voit accorder une importance de 80 % et émerge ainsi parmi les priorités les plus fréquemment citées.

Plusieurs autres mesures d'intervention sont également considérées comme relativement importantes. Ce sont d'ailleurs pour ces mesures que l'importance perçue a le moins varié depuis 2005. Stimuler l'innovation ainsi que la recherche et le développement (R et D) au sein des entreprises canadiennes a été la seule mesure à connaître une diminution quant à son importance perçue (78 %, contre 80 % en 2005). Parmi les mesures qui sont perçues de façon modérément importante, on retrouve l'investissement dans les secteurs en croissance de l'économie (77 %, contre 70 % en 2005) et le soutien à la commercialisation ou à la réussite commerciale de produits et services émanant de travaux de recherche ou de développement effectués au Canada (75 %, contre 73 % en 2005).

Bien que leur importance soit encore reconnue par une majorité de Canadiens, un peu moins de répondants accordent une priorité aux efforts du gouvernement pour rendre ses services aux entreprises accessibles par Internet (70 %, contre 60 % en 2005), assister les entreprises œuvrant dans des secteurs économiques en déclin à s'ajuster à la nouvelle économie (70 %, contre 54 %) ou assurer un accès à l'Internet haute vitesse à toutes les communautés canadiennes (68 %, contre 45 %). Il est à noter que bien qu'elles se retrouvent au bas de la liste des priorités en termes de leur importance perçue, chacune de ces 3 mesures a connu une hausse significative de son importance perçue en 2007 par rapport à 2005. La croissance dans l'importance perçue de ces mesures dépasse d'ailleurs la croissance constatée pour la plupart, sinon pour l'ensemble, des autres mesures testées.

En ce qui a trait à l'efficacité perçue de ces mesures, moins de la moitié des Canadiens la jugent favorablement sauf pour 2 d'entre elles. Cela étant dit, il faut noter que l'efficacité perçue a augmenté pour chacune des mesures depuis 2005 et dans plusieurs cas, cette augmentation a été importante (plus de 10 pour cent).

Rendre les services aux entreprises plus facilement accessibles par Internet (56 % contre 46 % en 2005) et investir dans les secteurs en croissance de l'économie (53 % contre 40 % en 2005), 2 modes d'interventions perçus comme étant relativement moins importants (70 % et 77 % respectivement), sont les 2 seules mesures testées où les efforts du gouvernement du Canada sont perçus favorablement par une majorité de Canadiens.

L'efficacité perçue quant aux autres mesures testées se situe entre une limite supérieure de 49 % pour ce qui a trait à la stimulation des investissements dans l'économie et une limite inférieure de 36 % pour ce qui est de l'assistance aux entreprises

œuvrant dans des secteurs économiques en déclin à s'ajuster à la nouvelle économie. À l'intérieur de ce spectre, les mesures où l'efficacité perçue a le plus augmenté depuis 2005 sont la stimulation du développement économique régional (45 % contre 33 % en 2005) et les mesures visant à permettre à toutes les communautés du Canada d'avoir accès à un service Internet à haute vitesse (42 % contre 31 % en 2005).

On remarque des écarts significatifs entre les mesures prioritaires testées et les niveaux d'efficacité perçus par les Canadiens quant aux dites mesures. Avec un écart de 52 pour cent (en hausse de 10 pour cent depuis 2005), l'écart « mesures / efficacité perçue » le plus prononcé est dans la promotion du développement durable, suivi du soutien au développement économique régional (41 pour cent d'écart). Les mesures prioritaires affichant le plus faible écart sont les mêmes qu'en 2005 soit : les mesures visant à permettre à toutes les communautés du Canada d'avoir accès à un service Internet à haute vitesse (14 pour cent) et les mesures visant à rendre les services aux entreprises du gouvernement plus accessibles par Internet (15 pour cent).

Le rôle du gouvernement et le soutien aux entreprises

Globalement, les Canadiens pensent que le gouvernement du Canada joue présentement un rôle minimal dans l'économie, bien que ce soit là le rôle qui s'accorde le moins avec leurs préférences.

Quand il s'agit de questions économiques, le tiers des Canadiens (31 %) pensent que le gouvernement du Canada assume présentement un très petit rôle, tandis qu'une proportion plus faible (9 %) pense que le gouvernement assume un leadership de premier plan dans l'économie. Toutefois, il est à souligner qu'une majorité de Canadiens souhaitent voir le gouvernement assumer un rôle de leadership (25 %) ou à tout le moins un rôle de partenaire (35 %). Moins d'un répondant sur dix (9 %) croit que le gouvernement du Canada assume un rôle de leadership dans l'économie tandis que 25 % souhaiteraient le voir assumer ce rôle.

Le désir de voir le gouvernement assumer un rôle accru est proportionnel au désir de voir le gouvernement s'investir dans l'appui aux entreprises. Comme dans les précédentes vagues d'étude, le fait d'introduire une notion de remboursement de l'aide financière n'augmente pas l'appui des répondants envers une assistance gouvernementale.¹ Fait intéressant, la proportion de gens qui appuient une aide du gouvernement aux entreprises ayant déjà connu du succès (86 %), là où le risque est en principe moindre, est la même que chez les répondants qui appuient une aide aux entreprises ayant des difficultés à accéder au financement (83 %), là où le risque est en principe plus élevé. Un Canadien sur cinq (20 %) croit que le soutien du gouvernement aux entreprises est toujours mal avisé.

Les Canadiens attachent de l'importance aux précautions que le gouvernement du Canada est susceptible de prendre pour s'assurer qu'il investit les deniers publics de manière responsable lorsqu'il prend un rôle de leadership dans l'économie. De manière répétée, les répondants croient que le gouvernement doit prendre des précautions relatives à l'imputabilité (permettant une bonne information quant aux investissements réalisés et aux résultats espérés, 91 %) aux aspects politiques (prévention de l'ingérence politique, 90 %; et attention à une distribution équitable de l'aide entre les régions, 86 %). Bien que ce soit une considération importante pour une majorité de répondants, l'importance est jugée moins grande pour ce qui est de faire intervenir des experts indépendants dans le processus d'attribution de l'aide financière (80 %), d'assurer que l'aide financière soit de nature remboursable (78 %) et de faire en sorte que d'autres intervenants, tels que les gouvernements locaux et les entreprises, appuient le projet en assumant une partie des coûts (78 %).

¹ Pour la moitié de l'échantillon, la question incluait le mot « remboursable » tandis que pour l'autre moitié, la question ne faisait pas référence au caractère remboursable de l'aide financière.

Considérant l'importance attachée au développement durable, il n'est peut-être pas surprenant de constater que le soutien aux industries relatives aux technologies environnementales (95 %) et aux ressources naturelles (95 %) est perçu comme ayant les meilleures chances de contribuer à la santé économique du Canada à l'avenir. En comparaison, une proportion plus faible de répondants a accordé de l'importance au soutien des industries relatives à l'automobile (67 %) ou à l'aérospatiale (69 %).

Recherche et développement (R et D)

Conformément aux observations effectuées lors de précédentes vagues de recherche et bien que les Canadiens croient en l'importance de la R et D, ils éprouvent une réelle difficulté à énoncer les bienfaits économiques induits par la R et D au Canada. Parmi les bienfaits spécifiquement mentionnés, on retrouve l'amélioration du niveau de vie (12 %) et l'accroissement de la capacité concurrentielle des entreprises (11 %), mais il n'en reste pas moins qu'une proportion importante de répondants (43 %) est incapable de citer un seul des avantages économiques découlant de l'appui aux activités de R et D par le gouvernement fédéral du Canada.

Les Canadiens sont néanmoins convaincus qu'à la fois la R et D (97 %) et l'innovation (98 %) sont des facteurs importants pour soutenir la croissance économique et améliorer la qualité de vie (94 % et 92 % respectivement).

Le lien qu'établissent les Canadiens entre le développement économique et la R et D ou l'innovation est toutefois très clair quant aux caractéristiques suivantes :

- 89 % pensent qu'il est important que le Canada maintienne une avance technologique sur les autres pays, avec plus de la moitié (50 %) se déclarant fortement en accord avec cet énoncé.
- Bien qu'en baisse par rapport à son niveau de 81 % en 2005 et en 2003, non moins de 74 % des répondants sont préoccupés par la capacité du Canada d'être un chef de file dans une économie axée sur le savoir.
- 97 % pensent qu'il est important que les entreprises canadiennes innovent et continuent de trouver de nouveaux produits, services et idées.
- 92 % croient que les entreprises canadiennes doivent s'améliorer quant à l'utilisation et à la vente de nouvelles idées issues de la R et D, et plus de la moitié (52 %) ont une opinion forte à ce sujet.

Science et technologie (S et T)

En ce qui a trait à la promotion de la science et de la technologie, le public est essentiellement aussi favorable à ce que le gouvernement encourage les entreprises à travailler avec les universités et collèges (93 %) qu'à ce qu'il appuie directement le développement de telles compétences dans le secteur de l'éducation (91 %).

Télécommunications

De manière générale, le public est satisfait des services de télécommunications au Canada; en particulier quant au niveau d'innovation (80 %), à la force des entreprises de télécommunication appartenant à des intérêts canadiens (77 %) ainsi qu'au renforcement

de la capacité concurrentielle que procure le système de télécommunication canadien à l'économie (77 %). Le public canadien est moins satisfait quant au niveau de R et D effectué dans le domaine des télécommunications au Canada (69 %), et quant à l'accès aux services de communication en région rurale (58 %).

Bien que de manière générale plusieurs souhaitent voir le gouvernement assumer un rôle de leadership dans l'économie, il semble évident que le public souhaite que le gouvernement n'outrepasse pas certaines limites dans la réglementation des télécommunications (62 %) ou dans le processus d'approbation de nouveaux services dans ce secteur (58 %).

Peut-être en raison de son niveau élevé de satisfaction envers les services de télécommunications actuels, le public semble s'opposer à un changement du cadre réglementaire régissant la concurrence étrangère dans le secteur des télécommunications, même si un tel changement pourrait permettre de stimuler l'innovation et l'introduction de nouvelles technologies. Sur cette question, le désir de statu quo dans la position du gouvernement est manifeste.

II. ANALYSE DÉTAILLÉE

1-0 Contexte et objectifs

L'objectif général de cette étude est de sonder l'opinion publique canadienne quant aux mesures prioritaires d'Industrie Canada et à leur efficacité perçue — en particulier en ce qui a trait aux efforts du gouvernement pour promouvoir l'innovation au Canada ainsi que la recherche et le développement au sein des entreprises canadiennes.

Ce sondage d'opinion publique général poursuit 4 objectifs :

- Compléter les activités de recherche d'Industrie Canada au moyen d'études d'appoint permettant de mieux cerner les priorités du Ministère, l'efficacité des mesures, les politiques en vigueur ainsi que la manière de les communiquer.
- Permettre que les résultats des sondages d'opinion soient diffusés plus largement au sein du Ministère, vers les détenteurs d'intérêt à l'extérieur du Ministère et auprès du public en général.
- Suivre l'évolution des résultats obtenus lors des études «baromètre» effectuées en 2002/2003 et en 2004/2005 auprès du public général ainsi qu'en janvier 2007 auprès des répondants en entreprise.
- Appuyer les démarches de communication ou d'orientation des politiques.

2-0 Industrie Canada : Mesures prioritaires et perception de leur efficacité

2-1 Mesures prioritaires pour stimuler la croissance économique

Bien que les opinions varient selon le thème abordé, les Canadiens sont généralement en accord avec les mesures prioritaires que le gouvernement du Canada pourrait mettre en place pour stimuler la croissance économique au Canada. En effet, le public se reconnaît dans les principaux thèmes économiques abordés et leur accorde une importance croissante. Depuis 2005, on constate plusieurs augmentations significatives quant à l'importance accordée aux champs d'intervention prioritaires testés. En fait, il n'y a qu'une seule forme d'intervention (favoriser l'innovation et la R et D) qui reçoit une note légèrement en baisse quant à son importance (une baisse de 2 pour cent depuis 2005).

La promotion du développement durable, qui comptait parmi les 2 formes de mesures les plus importantes en 2005, apparaît comme la priorité n°1 des Canadiens en 2007. En effet, neuf répondants sur dix (90 %) l'ont jugée de première importance. Avec une note de 60 %, on remarque aussi qu'il s'agit de la mesure à laquelle les Canadiens ont le plus souvent accordé la meilleure note disponible (7 sur une échelle de 7). Aucun des autres sujets abordés n'a recueilli un tel appui, ce qui s'explique peut-être par la prédominance de thèmes environnementaux dans l'actualité des premiers mois de 2007.²

Parmi les autres mesures jugées prioritaires, on retrouve la promotion du développement économique régional, qui a connu un essor significatif en importance perçue (87%, en hausse par rapport à 75 % en 2005 et 81 % en 2003). Les troisième et quatrième mesures qui apparaissent prioritaires sont respectivement de stimuler les investissements dans l'économie (85 %, contre 82 % en 2005) et d'assurer le fonctionnement équitable des marchés pour le consommateur (83 %, contre 76 % en 2005). La promotion du commerce interprovincial, une mesure qui n'avait pas fait l'objet de sondages dans le passé, émerge en avant plan avec une importance perçue de 80 %.

Plusieurs autres mesures d'intervention sont également considérées comme relativement importantes. Ce sont d'ailleurs ces mesures qui ont connu le moins de variation en importance depuis 2005. Parmi les mesures qui sont perçues comme modérément importantes, on retrouve l'investissement dans les secteurs en croissance de l'économie (77 %, contre 70 % en 2005) et le soutien à la commercialisation ou à la réussite commerciale de produits et services émanant de travaux de recherche ou de développement effectués au Canada (75 % contre 73 % en 2005).

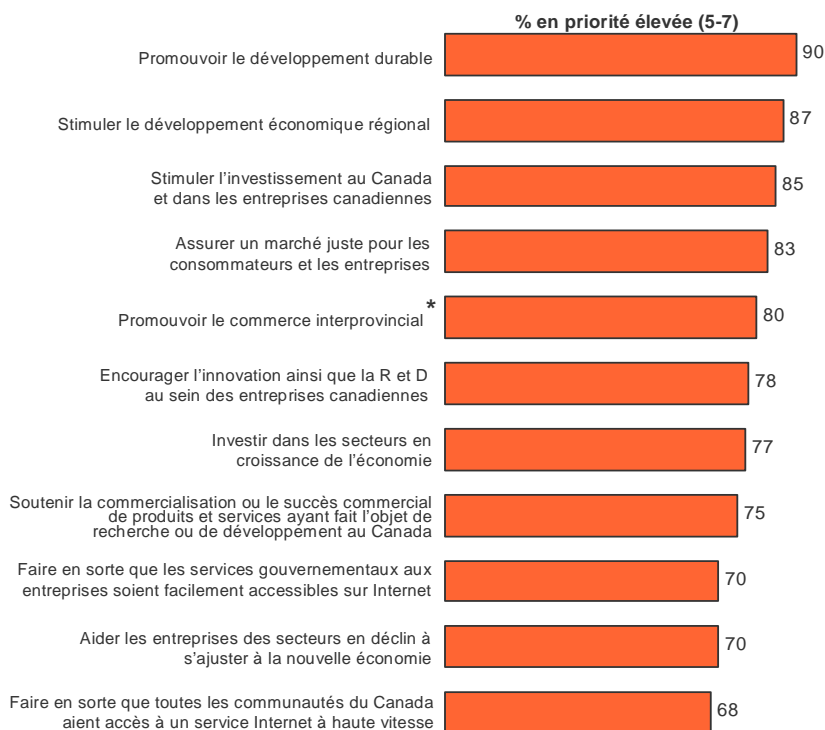
² En plus des manchettes internationales portant par exemple sur le rapport intitulé « Bilan 2007 des changements climatiques : les bases scientifiques physiques » (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'Évolution du climat) qui a été publié le 2 février, le gouvernement du Canada a fait plusieurs annonces relatives à l'environnement en janvier et en février 2007.

Bien que leur importance soit encore reconnue par une majorité de Canadiens, un peu moins de répondants accordent une importance prioritaire aux efforts du gouvernement pour rendre ses services aux entreprises accessibles par Internet (70 % contre 60 % en 2005), assister les entreprises œuvrant dans des secteurs économiques en déclin à s'ajuster à la nouvelle économie (70 % contre 54 %) et assurer un accès à l'Internet haute vitesse à toutes les communautés canadiennes (68 % contre 45 %). Il est à noter que, bien qu'elles se retrouvent au bas de la liste des priorités en termes de leur importance perçue, chacune de ces 3 mesures a connu une hausse significative de son importance perçue en 2007 par rapport à 2005. La croissance en importance perçue de ces mesures dépasse d'ailleurs celle qui est constatée pour la plupart, voire pour l'ensemble des autres mesures testées.

Tableau 2-1

L'importance perçue des mesures prioritaires

Q: Le gouvernement du Canada a identifié un certain nombre de priorités possibles visant à appuyer les entreprises et à stimuler la croissance économique au Canada. J'aimerais maintenant savoir quelle priorité le gouvernement devrait accorder à chacun des domaines suivants.



*Note : « Promouvoir le commerce interprovincial » a été ajouté en 2007

Ne sait pas / Non répondu supprimés

Base: 2005 (N=600/601) ; 2007 la base varie selon l'énoncé

2007 TNS Canadian Facts

Table 2-a: Importance perçue (5, 6, 7 sur échelle de 7) des mesures prioritaires selon l'année

	Année			Évolution depuis 2005
	2003	2005	2007	
Base = réelle	(600/601) %	(600/601) %	(600) %	
Promouvoir le développement durable – c'est-à-dire une croissance économique qui ne nuit pas à l'environnement	86	82	90	8
Stimuler le développement économique régional	81	75	87	12
Stimuler l'investissement au Canada et dans les entreprises canadiennes	87	82	85	3
Assurer un marché juste pour les consommateurs et les entreprises	82	76	83	7
Promouvoir le commerce interprovincial	-	-	80	
Encourager l'innovation ainsi que la R et D au sein des entreprises canadiennes	-	80	78	-2
Investir dans les secteurs en croissance de l'économie	72	70	77	7
Soutenir la commercialisation ou le succès commercial de produits et services ayant fait l'objet de R et D au Canada	-	73	75	2
Faire en sorte que les services gouvernementaux offerts aux entreprises soient facilement accessibles sur Internet	63	60	70	10
Aider les entreprises des secteurs en déclin à s'ajuster à la nouvelle économie	58	54	70	6
Faire en sorte que toutes les communautés du Canada aient accès à un service Internet à haute vitesse	44	45	68	23

*Note : Les bases varient selon les énoncés

Différences régionales

- Stimuler le développement économique régional est davantage perçu comme une priorité dans les provinces de l'Atlantique (97 %) que dans les autres provinces (Québec, 87 %; Ontario, 89%; Prairies, 86 %; Colombie-Britannique, 78 %).
- Sur une base régionale, les résidents des provinces de l'Atlantique (87 %) et de la Colombie-Britannique (87 %) accordent davantage d'importance au commerce interprovincial que ceux de l'Ontario (77 %), du Québec (83 %) et des Prairies (75 %).
- Les résidents du Québec (56%) accordent beaucoup moins d'importance à l'accès à un service Internet haute vitesse par toutes les communautés canadiennes (Provinces de l'Atlantique, 82 %; Ontario, 70 %; Prairies, 76 %; Colombie-Britannique, 70 %).

2-2 L'efficacité perçue du gouvernement du Canada

Pour chacune des mesures d'intervention testées, moins de la moitié des Canadiens jugent l'efficacité du gouvernement de façon favorable. Cela étant dit, il faut noter que l'efficacité perçue a augmenté pour chacune des mesures depuis 2005 et dans plusieurs cas, cette augmentation a été importante (plus de 10 pour cent).

En fait, il n'y a que 2 des champs d'intervention testés où l'efficacité du gouvernement du Canada est jugée favorablement par une majorité de Canadiens, soit faire en sorte que les services gouvernementaux offerts aux entreprises soient facilement accessibles sur Internet (56 % contre 46 % en 2005) et investir dans les secteurs en croissance de l'économie (53 % contre 40 % en 2005), ces 2 champs étant perçus avec une importance relativement basse (70 % et 77 % respectivement).

En ce qui a trait à la promotion du développement régional et à la stimulation des investissements dans l'économie, près de la moitié des Canadiens pensent que le gouvernement effectue un bon travail (45 % et 49 %, respectivement). La promotion du développement régional représente par ailleurs un des champs d'intervention où l'efficacité perçue des interventions a connu une forte progression de 2005 à 2007 (45 % contre 33 % en 2005).

En ce qui a trait à la promotion du commerce interprovincial, une nouvelle variable testée en 2007, l'efficacité perçue est légèrement supérieure à la moyenne avec un peu moins de la moitié (46 %) des Canadiens considérant que le gouvernement y effectue un bon travail.

Les 2 secteurs où l'efficacité perçue est nettement moins favorable ont trait à l'aide aux entreprises des secteurs en déclin à s'ajuster à la nouvelle économie (36 % favorables contre 41 % défavorables) et à la promotion du développement durable (38 % favorables contre 43 % défavorables). Bien que l'efficacité perçue quant à la promotion du développement durable n'ait pas augmenté significativement depuis 2005, on dénote des gains appréciables chez ceux qui croient que la performance s'est améliorée quant à l'aide aux entreprises des secteurs en déclin (passant de 28 % à 36 % depuis 2005).

Tableau 2-2

Effacité perçue dans les mesures prioritaires

Q: Comment évalueriez-vous la performance du gouvernement du Canada dans ces mêmes domaines?



*Note: « La promotion du commerce interprovincial » a été ajoutée en 2007

Ne sait pas / Non répondu supprimés

Base: 2005 (N=600/601); 2007 Bases varient selon les énoncés

© 2007 TNS Canadian Facts

Différences régionales

- Quand il s'agit du développement durable, un secteur perçu comme hautement prioritaire, l'efficacité perçue est assez faible, les résidents de la Colombie-Britannique émettant le jugement le plus sévère (25 % sont favorables). En comparaison, les perceptions favorables affichent des scores pratiquement du double dans les autres régions du Canada (43 % dans les provinces de l'Atlantique; 42 % au Québec; 38 % en Ontario, et 40 % dans les Prairies).

- Les résidents de l'Ontario quant à eux sont les plus critiques (31 % sont favorables) quant à l'aide aux entreprises des secteurs en déclin à s'ajuster à la nouvelle économie. En comparaison, 42 % de ceux des provinces de l'Atlantique; 41 % au Québec; 40 % dans les Prairies, et 34 % en Colombie-Britannique jugent la performance du gouvernement de manière favorable sur cette mesure.
- Les différences régionales sont évidentes quand vient le moment d'évaluer l'efficacité des efforts de promotion du développement économique régional. Les résidents des Prairies (60%) ont l'opinion la plus favorable sur cet aspect tandis qu'en Ontario (41%) et en Colombie-Britannique (39%), les résidents affichent l'opinion la moins favorable.
- Sur une base régionale, les résidents des provinces de l'Atlantique (57 %) et du Québec (61 %) pensent que le gouvernement effectue un meilleur travail pour ce qui est d'investir dans les secteurs en croissance de l'économie que leurs compatriotes de l'Ontario (51 %) et de l'Ouest canadien (Prairies, 43 %; Colombie-Britannique, 50 %).
- De façon similaire, les résidents de l'Ontario (46 %) et de la Colombie-Britannique (40 %) croient que le gouvernement est peu efficace pour ce qui est de stimuler les investissements dans l'économie. En comparaison, plus de la moitié des résidents des autres provinces jugent cette performance favorablement (Québec, 53 %; Prairies, 54 %; provinces de l'Atlantique, 52 %).

Table 2-b : Baromètre d'efficacité perçue (2003, 2005, 2007)

	Année			Évolution depuis 2005
	2003	2005	(600)*	
Base = réelle	(600/601) %	(600/601) %	(600)*	
Faire en sorte que les services gouvernementaux offerts aux entreprises soient facilement accessibles sur Internet	48	46	56	10
Investir dans les secteurs en croissance de l'économie	42	40	53	13
Encourager davantage l'investissement au Canada et dans les entreprises canadiennes	48	42	49	7
Promouvoir le commerce interprovincial	Nouveau	Nouveau	46	
Promouvoir le développement économique régional	40	33	45	12
Assurer un marché juste pour les consommateurs et entreprises	39	37	44	7
Soutenir la commercialisation ou le succès commercial de produits et services ayant fait l'objet de R et D au Canada	Nouveau	37	44	7
Faire en sorte que toutes les communautés du Canada aient accès à un service Internet à haute vitesse	30	31	42	11
Encourager l'innovation ainsi que la recherche et le développement au sein des entreprises canadiennes	Nouveau	35	40	5
Aider les entreprises des secteurs en déclin à s'ajuster à la nouvelle économie	27	28	36	8
Promouvoir le développement durable	42	37	38	1

Note : Les bases varient selon l'énoncé

2-3 Mesures prioritaires et perception de leur efficacité

Tel que mentionné plus tôt, il existe un écart entre l'importance accordée par les Canadiens à certains thèmes et l'efficacité perçue de ces mêmes mesures.

Depuis 2005, ces écarts se sont creusés en ce qui a trait à:

- Promouvoir le développement durable : 52 points d'écart contre 45 points en 2005. Il est à noter que cet écart s'est surtout creusé en raison de l'augmentation de l'importance accordée à cet item.
- Aider les entreprises des secteurs en déclin à s'ajuster à la nouvelle économie: 36 points d'écart, à comparer avec 26 points en 2005. Il est également à noter que ce champ d'intervention a connu une hausse de son importance en relation aux années passées.
- Faire en sorte que toutes les communautés aient accès à un service Internet à haute vitesse, 26 points d'écart, soit près du double de l'écart de 14 points constaté en 2005.

Les écarts se sont réduits en ce qui a trait à:

- Encourager l'innovation ainsi que la R et D : 38 % contre 45 % en 2005.
- Investir dans les secteurs en croissance: 24 % contre 30 % en 2005.

Table 2-c: Écart entre les mesures prioritaires et leur efficacité perçue (2003, 2005, 2007)

	Résultats 2007		Écarts		
	Priorité (5,6,7)	Efficacité (5,6,7)	2007	2005	2003
Promouvoir le développement durable	90	38	-52	-45	-44
Stimuler le développement économique régional	87	45	-42	-42	-41
Encourager davantage l'investissement au Canada et dans les entreprises canadiennes	85	49	-36	-40	-39
Assurer un marché juste pour les consommateurs et les entreprises	83	44	-39	-39	-43
Promouvoir le commerce interprovincial	80	46	-34	Nouveau	Nouveau
Encourager l'innovation ainsi que la recherche et développement dans les entreprises	78	40	-38	-45	Nouveau
Investir dans les secteurs en croissance de l'économie	77	53	-24	-30	-30
Soutenir la commercialisation ou le succès commercial de produits et services ayant fait l'objet de R et D au Canada	75	44	-31	-36	Nouveau
Faire en sorte que les services gouvernementaux offerts aux entreprises soient facilement accessibles sur Internet	70	56	-14	-14	-15
Aider les entreprises des secteurs en déclin à s'ajuster à la nouvelle économie	70	36	-34	-26	-31
Faire en sorte que toutes les communautés du Canada aient accès à l'Internet à haute vitesse	68	42	-26	-14	-14

3-0 Le rôle du gouvernement dans l'économie

3-1 Le rôle perçu / le rôle souhaité du gouvernement dans l'économie

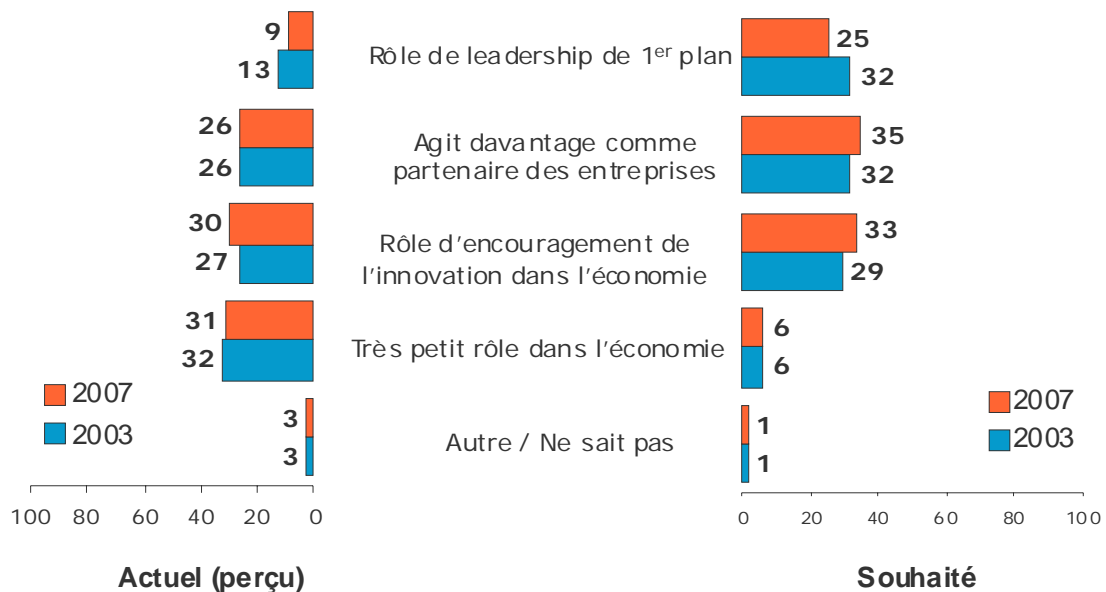
Les Canadiens pensent que le gouvernement du Canada devrait jouer un plus grand rôle dans l'économie. Moins d'une personne sur dix (9 %) croit que le gouvernement assume présentement un rôle de leadership dans l'économie tandis que 25 pour cent aimeraient qu'il joue un tel rôle.

La majorité croit que le gouvernement joue soit un petit rôle dans l'économie (31 %) ou que son rôle se limite à encourager l'innovation dans l'économie (30 %). Toutefois, le public aimerait voir le gouvernement jouer un rôle plus actif soit comme partenaire des entreprises (35 %) ou comme accélérateur de l'innovation (33 %).

Tableau 3-1

Rôle perçu / souhaité du gouvernement dans l'économie

Q: À votre avis, lequel des énoncés suivants correspond le mieux à votre perception du rôle **actuel** du gouvernement fédéral dans l'économie canadienne? Et maintenant, lequel des énoncés suivants correspond le mieux à votre perception du rôle que le gouvernement fédéral **devrait** jouer dans l'économie?



Base: Nombre total de répondants (n=1200)

2007 TNS Canadian Facts

Différences au sein des sous-groupes

- Le rôle du gouvernement tel qu'il est perçu ou souhaité varie substantiellement selon l'âge. Les plus jeunes Canadiens (18 à 24) sont beaucoup plus nombreux à penser que le gouvernement du Canada joue présentement un rôle important. En effet, 45 % d'entre eux croient que le gouvernement joue présentement un rôle important (soit 12 % qui le perçoivent dans un rôle de leadership et 33 % dans celui d'un partenaire). Ces mêmes jeunes Canadiens pensent également que le gouvernement devrait agir ainsi, soit à titre de partenaire (36 %) ou en exerçant un rôle de leadership (31 %). Par opposition, chez les répondants plus âgés (65 ans et plus), il n'y a qu'une faible proportion qui croit que le gouvernement assume présentement un rôle de leadership (7 %) ou de partenaire des entreprises (18 %) malgré le fait qu'une proportion importante de ces répondants plus âgés aimeraient voir le gouvernement assumer ces rôles, soit à titre de leader (24 %) ou de partenaire (28 %).
- Les foyers à faible revenu (moins de 25 000 \$) sont un peu plus susceptibles que les foyers à revenu élevé (75 000 \$ et plus) de penser que le gouvernement joue présentement un rôle de leadership (10 % contre 7 %, ce qui n'est pas statistiquement significatif). En revanche, ils sont beaucoup plus susceptibles de désirer ce rôle (32 % contre 20 %). Cela dit, les foyers à revenu élevé sont relativement plus nombreux à penser que le gouvernement agit déjà comme partenaire des entreprises (31 % comparativement à 23 % pour les foyers à faible revenu).
- Ceux qui jouissent d'un niveau d'éducation universitaire sont beaucoup plus susceptibles de percevoir le gouvernement comme assumant déjà un rôle de partenaire (33 %) en comparaison avec les groupes moins scolarisés (20 % de ceux avec une éducation secondaire ou moindre). Cela dit, ceux qui disposent d'un niveau d'éducation inférieur aimeraient que le gouvernement joue un rôle plus actif (30 % de ceux qui ont un niveau de scolarité secondaire ou moindre souhaiteraient un tel rôle).
- On n'observe pas de différences géographiques statistiquement significatives sur le thème du rôle souhaité de la part du gouvernement. Par contre, on observe des différences quant au rôle actuel perçu. En particulier, les résidents du Québec sont plus nombreux à considérer le rôle du gouvernement comme étant très petit (36 % contre 26 % dans les provinces de l'Atlantique, 32 % en Ontario, 29 % dans les Prairies et 27 % en Colombie-Britannique).

3-2 Importance d'investir les deniers publics de façon responsable

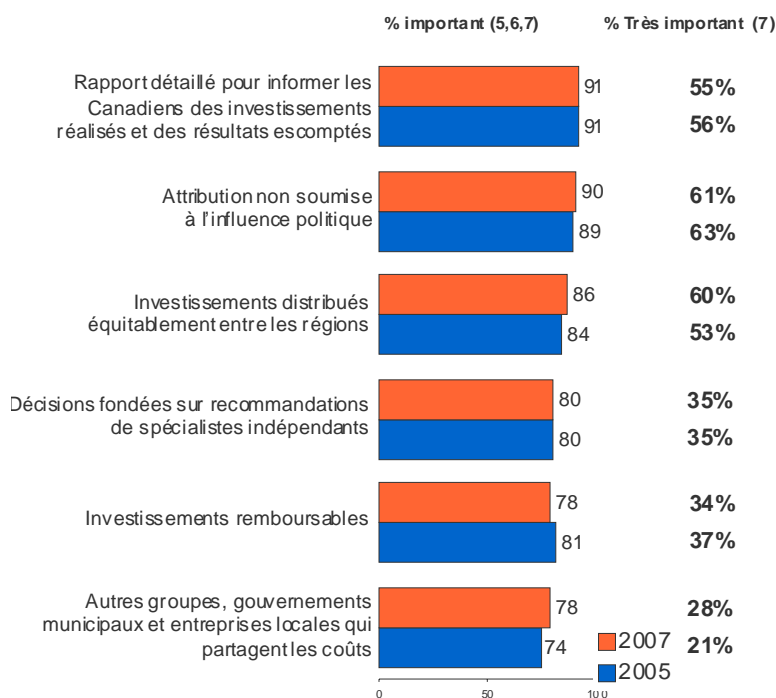
Les Canadiens sont sensibles aux mécanismes que le gouvernement du Canada peut mettre en place lorsqu'il assume un rôle de leadership et investit les deniers publics dans l'économie. De manière répétée, les répondants croient que le gouvernement doit prendre des précautions relatives à l'imputabilité (permettant une bonne information quant aux investissements réalisés et aux résultats espérés, 91 %) aux aspects politiques (prévention de l'ingérence politique, 90 %; et attention à une distribution équitable de l'aide entre les régions, 86 %).

Bien que ce soit une considération importante pour une majorité de répondants, l'importance est jugée moins grande pour ce qui est de faire intervenir des experts indépendants dans le processus d'attribution de l'aide financière (80 %), d'assurer que l'aide financière soit de nature remboursable (78 %) et de faire en sorte que d'autres intervenants, tels que les gouvernements locaux et les entreprises, appuient le projet en assumant une partie des coûts (78 %).

Tableau 3-2

Investissement responsable

Q: En ce qui concerne maintenant l'investissement dans l'économie et les entreprises canadiennes, lorsque le gouvernement du Canada investit des fonds publics dans l'économie, quelle importance devrait-il accorder selon vous à chaque aspect suivant afin d'investir de façon responsable?



Base: Nombre total de répondants (n=1200)

2007 TNS Canadian Facts

Différences entre les sous-groupes

Système de suivi détaillé et transparent

- L'importance accordée à un système de suivi détaillé et transparent est plus grande chez les Canadiens plus âgés. Par exemple, 62 % de ceux qui ont entre 50 et 64 ans croient qu'il est très important de pouvoir compter sur un tel système de suivi (7 sur une échelle de 7) comparativement à une note de 49 % chez les 18 à 24 ans.

Protection contre l'ingérence politique

- De la même manière, ce sont les Canadiens les plus âgés qui accordent le plus d'importance à la présence de mécanismes de protection contre l'ingérence politique. Ainsi, 94 % des répondants âgés entre 50 et 64 ans et 89 % de ceux âgés de plus de 65 ans croient en l'importance de ces mécanismes contre 86 % chez les répondants de 18 à 24 ans.
- Les Québécois sont moins susceptibles de croire en l'absolue nécessité de mettre en place une telle protection contre l'ingérence politique, 87 % la considérant comme importante et 61 % comme très importante (note de 7 sur une échelle de 7). Les résidents de la Colombie-Britannique sont plus susceptibles de lui accorder de l'importance (94 % la considérant comme importante et 70 % comme très importante) tandis que les autres provinces se rapprochent davantage du Québec sur cette mesure.

Répartition équitable entre les régions

- Les résidents des provinces de l'Atlantique sont ceux qui se préoccupent le plus d'une distribution équitable des investissements (94 % comparativement à une moyenne oscillant autour de 80 % dans le reste du Canada).

Intervention d'experts indépendants

- Les Canadiens les plus jeunes (18 à 24 ans) accordent moins d'importance à ce genre d'intervention (67 % contre 77 % chez ceux âgés entre 25 et 34 ans; 83 % chez ceux âgés entre 35 et 49 ans; 84 % chez ceux âgés entre 50 et 64 ans et 81 % chez les répondants âgés de 65 ans et plus).

Appui local

- Les niveaux d'éducation et de revenu sont les principaux déterminants quant à l'importance accordée à la présence d'intervenants locaux. Par exemple, 84 % de ceux ayant une éducation secondaire ou moindre le considèrent important comparativement à 72 % de ceux ayant une formation universitaire.

Remboursement

- Les personnes plus jeunes sont moins susceptibles d'accorder de l'importance à cet aspect. Par exemple, dans le groupe de 18 à 24 ans, 74 % le considèrent important (28 % le croit très important) tandis que chez les personnes âgées 82 % le juge important (42 % très important).
- Ceux qui ont un niveau de scolarité secondaire ou moindre croient davantage qu'il est important que les investissements soient remboursables par rapport à ceux ayant un niveau de scolarité universitaire (83 % contre 75 % respectivement).

3-3 L'appui au soutien gouvernemental des entreprises

Le désir de voir le gouvernement assumer un rôle accru est proportionnel au désir de voir le gouvernement s'investir dans l'appui aux entreprises. Comme dans les précédentes vagues d'étude, le fait d'introduire une notion de remboursement de l'aide financière n'augmente pas l'appui des répondants envers l'assistance gouvernementale.³

Fait intéressant, la proportion de gens qui appuient une aide du gouvernement aux entreprises ayant déjà connu du succès (86 %), là où le risque est en principe moindre, est la même que chez les répondants qui appuient une aide aux entreprises ayant des difficultés à accéder au financement (83 %), là où le risque est en principe plus élevé. Bien que l'appui des répondants soit similaire envers ces 2 types de bénéficiaires d'aide financière, on constate néanmoins chez les répondants ayant une opinion plus tranchée (fortement d'accord) que l'appui est plus grand envers le financement aux entreprises ayant déjà connu du succès (43 %) qu'envers les entreprises ayant des difficultés à accéder au financement (33 %).

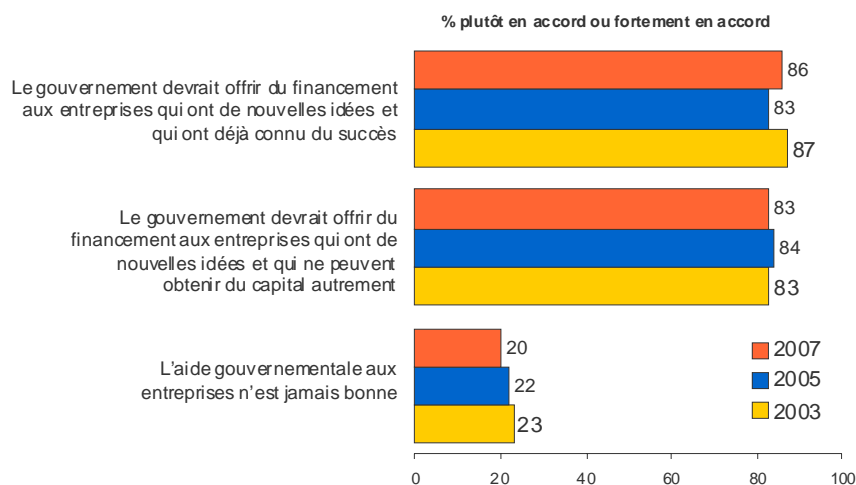
Un Canadien sur cinq (20 %) croit que le soutien du gouvernement aux entreprises est toujours mal avisé et lorsque l'on compare ces résultats à ceux obtenus en 2003, on constate une réduction marginale de la proportion de gens exprimant une telle position (soit de 23 % en 2003 à 20 % en 2007). Fait notable, 77 pour cent des répondants se disent en désaccord avec cette position (38 % se disent fortement en désaccord).

³ Pour la moitié de l'échantillon, la question incluait le mot « remboursable » tandis que pour l'autre moitié, la question ne faisait pas référence au caractère remboursable de l'aide financière.

Tableau 3-3

L'appui au soutien gouvernemental des entreprises

Q: Veuillez me dire si vous êtes fortement d'accord, plutôt d'accord, plutôt en désaccord ou fortement en désaccord avec les énoncés suivants. Pour ce qui est de l'énoncé...?



Base: Nombre total de répondants (n=600)

2007 TNS Canadian Facts

Bien que l'opinion selon laquelle le gouvernement devrait apporter une aide financière aux entreprises soit universellement répandue, on constate des divergences très significatives selon les régions et les profils démographiques.

- Sur une base régionale, l'appui à l'aide gouvernementale aux entreprises est relativement plus faible dans l'Ouest que dans l'Est. Par exemple, seulement 13 % des résidents des provinces de l'Atlantique croient que l'aide financière du gouvernement du Canada est toujours mal avisée comparativement à 31 % dans les Prairies.
- L'opinion selon laquelle l'aide gouvernementale est toujours mauvaise est également corrélée à l'âge. Chez les répondants à l'âge de la retraite, 26 % pensent que l'aide gouvernementale est toujours mauvaise et 21 % s'opposent au financement d'entreprises qui ne peuvent obtenir du capital autrement.
- Les hommes sont par contre plus susceptibles que les femmes de se déclarer en faveur du financement aux entreprises qui ne peuvent obtenir du capital autrement (87 % contre 80 %). Les femmes en revanche (17 %), sont moins susceptibles que les hommes (23 %) de souscrire à l'opinion selon laquelle l'aide gouvernementale est toujours mauvaise.
- Un niveau d'éducation et un revenu plus élevé sont tous deux associés à un appui plus grand envers l'assistance gouvernementale. Quatre-vingt-quatre pour cent de ceux disposant d'une formation universitaire rejettent l'idée selon laquelle l'aide gouvernementale est toujours mauvaise comparativement à 69 % chez ceux ayant un diplôme secondaire ou moindre.

3-4 Le remboursement de l'aide gouvernementale

Le fait d'introduire le mot « remboursable » comme condition à l'obtention de l'aide financière gouvernementale ne change pas l'opinion fondamentale du public quant au caractère plus ou moins approprié des diverses formes d'assistance. D'une manière qui apparaît plutôt contre-intuitive, la proportion de gens qui s'opposent à une aide financière remboursable (28 %) est plus grande que celle des gens qui s'opposent à une aide financière sans que la notion de remboursement ne soit introduite (20 %).

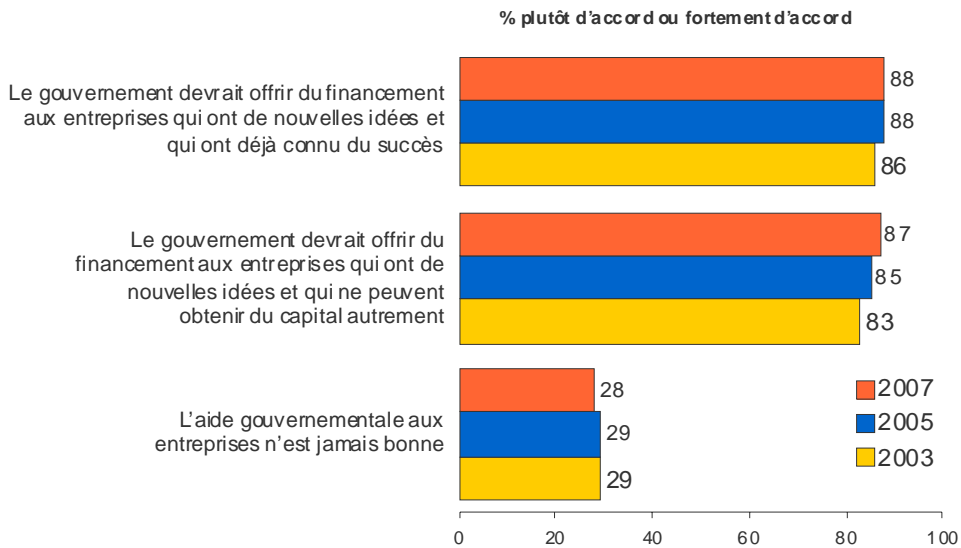
Dans la logique de leurs opinions concernant l'aide gouvernementale aux entreprises en général, 88 pour cent des Canadiens pensent que le gouvernement devrait fournir de l'aide financière aux entreprises ayant une bonne feuille de route. La notion de remboursement a un impact marginal, non statistiquement significatif, sur cet appui (passant de 86 % à 88 % si l'aide est remboursable).

Bien que les opinions exprimées par les Canadiens soient essentiellement les mêmes qu'il y a 2 ans, une analyse sur le long terme semble révéler une progression dans l'appui au financement des entreprises qui ont de nouvelles idées mais qui ne peuvent obtenir du capital autrement. Dans ce cas également, le fait que l'aide soit remboursable ou non n'a pas un impact significatif sur le niveau d'appui exprimé envers la mesure (qui passe de 83 % en 2003 à 87 % en 2007).

Tableau 3-4

Appui à l'aide gouvernementale remboursable aux entreprises

Q: Veuillez me dire si vous êtes fortement d'accord, plutôt d'accord, plutôt en désaccord ou fortement en désaccord avec les énoncés suivants. Pour ce qui est de l'énoncé...?



Base: Nombre total de répondants (n=600)

20 07 TNS Canadian Facts

Différences dans les sous-groupes

On constate quelques différences significatives dans l'appui exprimé par les divers sous-groupes envers l'assistance gouvernementale remboursable mais les tendances sont essentiellement les mêmes que dans le cas de l'assistance gouvernementale sans l'introduction de la notion d'aide remboursable.

- Les différences régionales sont assez modestes.
 - Dans la logique de leurs opinions sur l'aide gouvernementale en général, les résidents des provinces de l'Atlantique (96 %) sont plus susceptibles de penser que le gouvernement devrait fournir de l'aide financière remboursable aux entreprises ayant déjà connu du succès comparativement aux citoyens des autres régions du pays (Québec, 88 %; Ontario, 85 %; Prairies, 91 %; Colombie-Britannique, 89 %).
 - Les résidents du Québec sont beaucoup plus susceptibles de se déclarer en désaccord envers l'aide gouvernementale remboursable aux entreprises qu'envers le concept général d'assistance aux entreprises (34 % contre 23 %).
- Contrairement aux observations qui avaient été faites dans le cas de l'aide financière en général, qui tendaient à démontrer des divergences d'opinion entre les hommes et les femmes, cette distinction n'existe plus lorsque la notion de remboursement est introduite.

3-5 Incidence de diverses industries sur la prospérité future du Canada

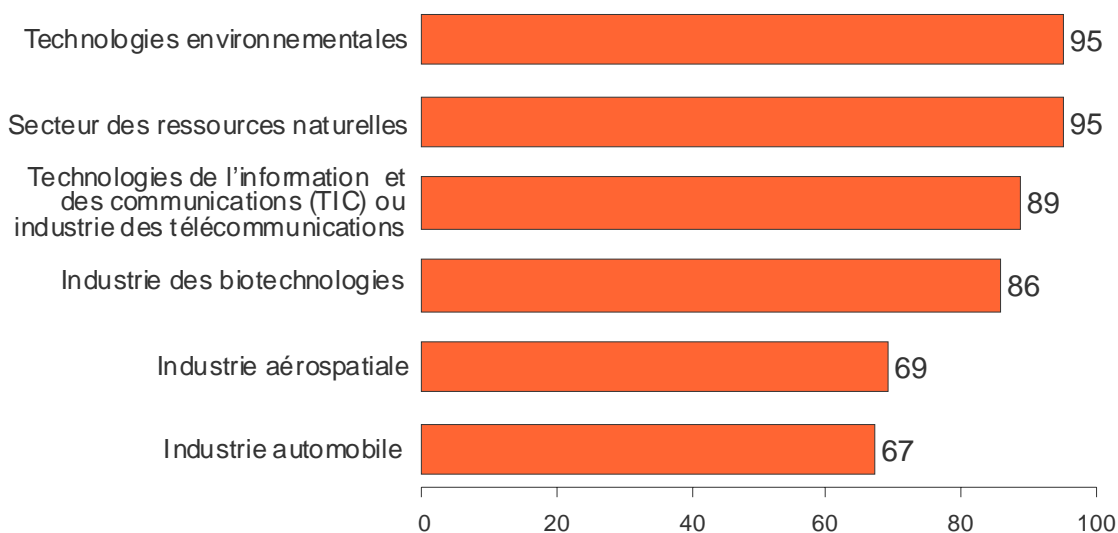
Le succès de certaines industries canadiennes est généralement perçu comme un facteur ayant une grande incidence sur la prospérité économique future du Canada. En particulier, l'industrie des technologies environnementales (95 %) ainsi que le secteur des ressources naturelles (95%) sont perçus comme ayant la plus forte incidence sur l'économie avec les 2/3 des Canadiens considérant leurs contributions à la future prospérité comme étant très importantes (68 % et 66 % respectivement).

Les technologies de l'information et des communications (TIC) ou l'industrie des télécommunications (89 %) et l'industrie des biotechnologies (86 %) sont également bien perçues tandis qu'une proportion plus faible de répondants reconnaît une contribution importante de la part des industries de l'automobile (67 %) et de l'aérospatiale (69 %).

Tableau 3-5

Incidences des industries sur la prospérité future

Q: Veuillez me dire dans quelle mesure vous croyez que les industries suivantes contribueront dans l'avenir à la santé économique du Canada. Pour chacune d'entre elles, veuillez me dire si vous croyez qu'il est très important que le Canada réussisse dans cette industrie (...), important, (...) pas très...?



Selon le nombre de réponses net « important ou très important »

Base: Nombre total de répondants (n=1200)

20 07 TNS Canadian Facts

Différences par sous-groupes

Certaines différences de nature régionale ou démographique nous fournissent un éclairage intéressant quant aux raisons pour lesquelles les secteurs de l'automobile et de l'aérospatiale ne sont pas jugés avec la même importance que certaines des autres industries testées :

- L'industrie automobile est perçue avec moins d'importance par les résidents du Québec (57 %) que par les résidents des autres régions, en particulier ceux des provinces de l'Atlantique (74 %) et de l'Ontario (73 %).
- Fait intéressant, les Québécois ne perçoivent pas une plus grande incidence de l'industrie aérospatiale sur la prospérité future du Canada que les résidents des autres régions.
- Les femmes ne perçoivent pas l'industrie aérospatiale avec autant d'importance que les hommes (65 % contre 73 %, respectivement).
- Les jeunes Canadiens (âgés de 18 à 24 ans) accordent beaucoup moins d'importance que leurs aînés aux industries plus matures comme l'automobile, l'aérospatiale ainsi que les technologies de l'information et des télécommunications (TIC).
 - Dans le cas de l'industrie automobile, 59 % des répondants âgés entre 18 et 24 ans la considèrent importante comparativement à 64 % chez les 25 à 34 ans, 68 % chez les 35 à 49 ans, 71 % chez les 50 à 64 ans et 73 % chez les 65 ans et plus.
 - Quant au secteur des biotechnologies, les différences sont modestes avec 86 % dans la tranche de 18 à 24 ans, 83 % chez les 25 à 34 ans, 90 % chez les 35 à 49 ans, 88 % chez les 50 à 64 ans et 80 % chez les répondants de 65 ans et plus qui considèrent important que le Canada réussisse dans ce domaine.

4-0 Recherche et développement

Cette section vise à analyser la contribution perçue de la recherche et du développement (R et D) sur la croissance économique et, de façon générale, sur la qualité de vie des Canadiens; puis elle tente d'évaluer les attentes de ces derniers quant au rôle du gouvernement du Canada dans la réglementation et la promotion des investissements en R et D.

4-1 Innovation ou Recherche et Développement (R et D)

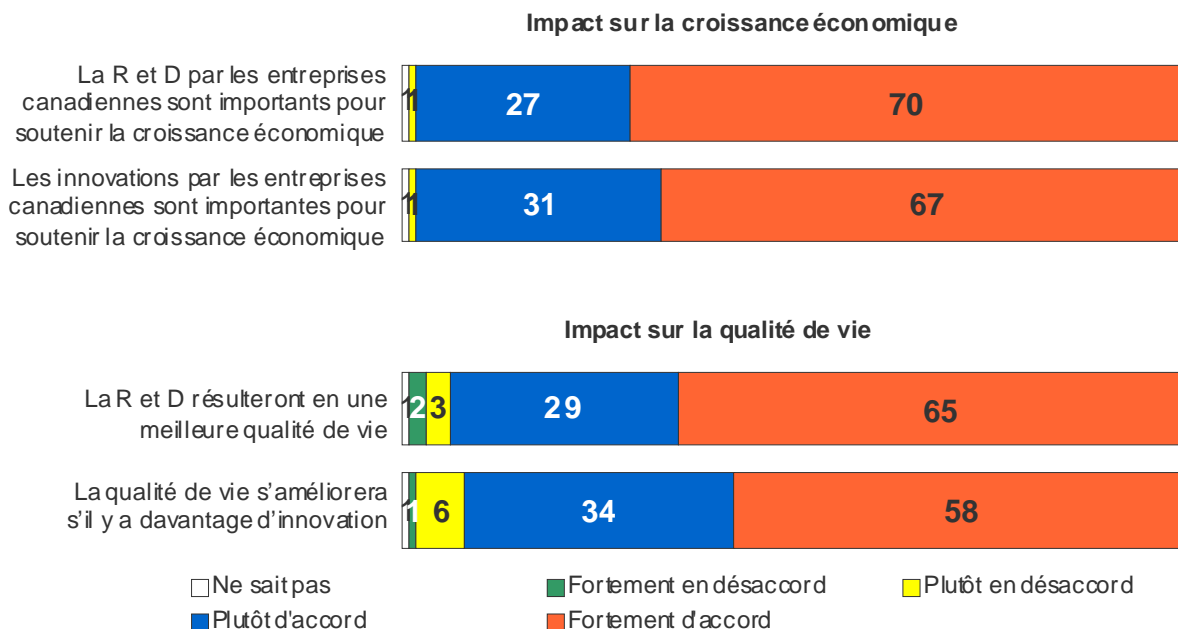
À toutes fins pratiques, les termes « innovation » et « R et D » sont synonymes dans l'esprit des répondants. En utilisant une technique de rotation des questions, la moitié du groupe échantillonné a répondu à des questions faisant référence à l'innovation tandis que l'autre moitié réagissait plutôt au terme « R et D ». L'exercice n'a révélé aucune différence appréciable dans les réponses obtenues. Dans les 2 cas, le public a tendance à considérer les bienfaits de ces activités plutôt sous l'angle de la croissance économique que sous l'angle de l'amélioration de la qualité de vie.

Les Canadiens sont unanimes à reconnaître qu'aussi bien la R et D que l'innovation contribuent à une croissance économique soutenue (98 %) et ont un impact favorable sur la qualité de vie (94 %). La proportion de répondants s'étant déclarés fortement d'accord en réponse à cette question est digne de mention: non moins de 67 pour cent d'entre eux (pour l'innovation) et 70 pour cent (pour la R et D) étant fortement d'accord pour dire que ces activités sont importantes pour soutenir la croissance économique. Quant à l'impact perçu sur la qualité de vie, il est un peu moindre avec soixante-cinq pour cent (R et D) et 58 pour cent (innovation) se disant fortement d'accord que ces activités contribuent à une meilleure qualité de vie pour les Canadiens.

Tableau 4-1

Innovation et Recherche et Développement

Q: Veuillez me dire si vous êtes fortement d'accord, plutôt d'accord, plutôt en désaccord ou fortement en désaccord avec les énoncés suivants. Pour ce qui est de l'énoncé..?



Base: Moitié des répondants (n=600/600)

20 07 TNS Canadian Facts

Différences entre les sous-groupes

- Les groupes ayant des niveaux de revenu et d'éducation supérieurs sont plus susceptibles de faire la distinction entre « R et D » et « innovation » et, ce faisant, ont tendance à davantage lier les retombées économiques à la R et D qu'à l'innovation. Ils sont aussi plus susceptibles de reconnaître leur impact sur la croissance économique que sur la qualité de vie. L'opinion selon laquelle aussi bien la R et D que l'innovation ont une incidence déterminante sur la croissance économique est d'autant plus attendue que le revenu du foyer et le niveau d'éducation sont élevés.
 - Tandis que 59 % de ceux qui gagnent moins de 25 000 \$ sont fortement d'accord quant à l'impact de la R et D, la proportion grimpe à 82 % auprès des foyers à revenu élevé (75 000 \$ et plus par année).
 - De façon similaire, les détenteurs de formation universitaire sont beaucoup plus susceptibles de se déclarer fortement en accord avec les bienfaits économiques de la R et D (73 %) que ceux dont la formation n'excède pas l'école secondaire (59 %).

- Comparativement aux résidents des autres provinces, les résidents du Québec sont moins susceptibles de se dire fortement d'accord avec l'impact sur la croissance économique de la R et D (63 % au Québec contre 79 % dans les provinces de l'Atlantique, 70 % en Ontario, 68 % dans les Prairies et 79 % en Colombie-Britannique) et de l'innovation (55 % au Québec contre 73 % dans les provinces de l'Atlantique, 70 % en Ontario et dans les Prairies et 74 % en Colombie-Britannique).
- La même disparité régionale est constatée en réponse à l'énoncé portant sur la qualité de vie. Environ la moitié des résidents du Québec (49 %) sont fortement d'accord avec l'énoncé portant sur l'impact de R et D sur la qualité de la vie comparativement à 63 % dans les provinces de l'Atlantique, 62 % en Ontario, 57 % dans les Prairies et 60 % en Colombie-Britannique.

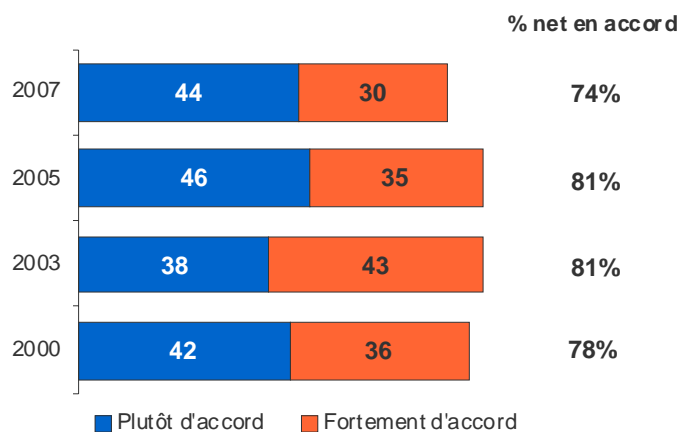
4-2 Capacité d'être un chef de file dans une économie du savoir

Les trois quarts des Canadiens (74 %) sont préoccupés par la capacité du Canada à se tailler une place de chef de file dans l'économie du savoir, en baisse par rapport au niveau de préoccupation de 81 pour cent enregistré en 2003 et en 2005. Les Canadiens expriment de moins fortes inquiétudes quant à cette capacité en 2007 qu'en 2005 ou en 2003 (30 % fortement d'accord pour dire leur inquiétude contre 43 % en 2005 et 35 % en 2003).

Tableau 4-2

La capacité du Canada à assumer un rôle de chef de file

Q: Veuillez me dire si vous êtes fortement d'accord, plutôt d'accord, plutôt en désaccord ou fortement en désaccord avec les énoncés suivants. J'ai des réserves quant à la capacité du Canada d'être un chef de file dans une économie axée sur le savoir...



Base: Nombre total de répondants (n=1200)

2007 TNS Canadian Facts

Différences entre les sous-groupes

On constate quelques différences significatives selon l'âge et la région. Par contre, le niveau de revenu ou d'éducation n'a pas d'incidence.

- Les résidents du Québec (64 %) sont moins susceptibles d'être préoccupés par la capacité du Canada à exercer un rôle de chef de file dans une économie axée sur le savoir que ceux des autres régions (Atlantique, 84 %; Ontario, 77 %; Prairies, 77 %; Colombie-Britannique, 78 %). De plus, les Québécois sont les moins susceptibles d'exprimer de fortes préoccupations à cet égard (19 % contre 43 % en Atlantique, 35 % en Ontario; 29 % dans les Prairies et 34 % en Colombie-Britannique).
- La proportion de Canadiens se disant fortement préoccupés par cette capacité concurrentielle du Canada dans une économie axée sur le savoir augmente avec l'âge, les aînés étant 2 fois plus susceptibles d'exprimer une forte préoccupation que les Canadiens âgés entre 18 et 24 ans (38 % contre 16 %).

4-3 Progrès technologique

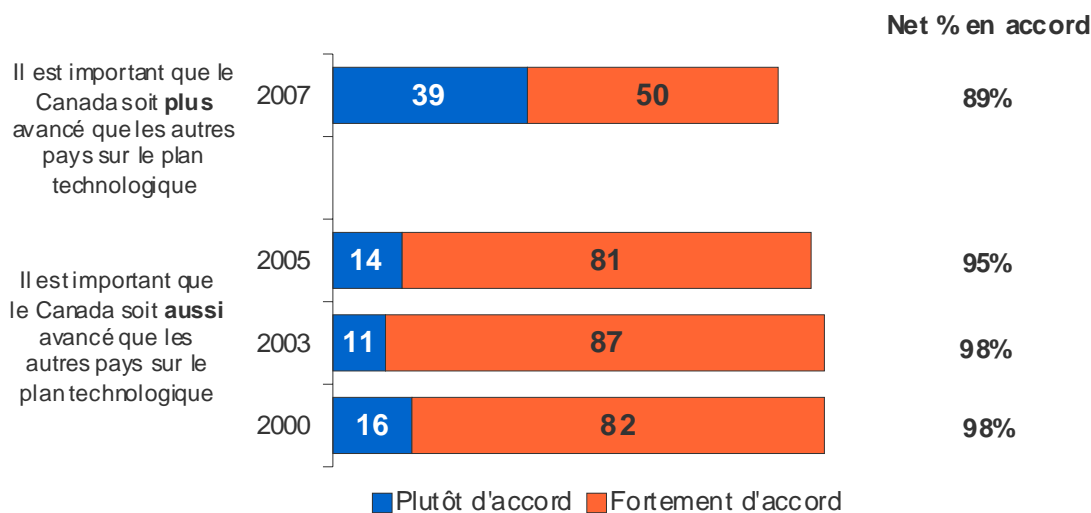
Une forte majorité de Canadiens (89 %) croient qu'il est important pour le Canada de devancer d'autres pays sur le plan technologique, avec un important contingent (50 %) exprimant une forte opinion sur la question. Étant donné qu'en 2007 l'énoncé a été changé pour passer de « aussi avancé que d'autres pays » à « plus avancé que d'autres pays », une comparaison directe avec les années précédentes n'est pas possible.

Par contre, étant donné qu'un accord avec l'un ou l'autre des énoncés reflète un état d'esprit assez proche, on peut dire que les 2 questions renvoient globalement à l'importance du progrès technologique pour l'économie canadienne. Dans l'énoncé de 2005, le fait de se dire fortement d'accord évoquait une volonté de ne pas se laisser devancer par les autres pays, autrement dit, d'être aussi bon que les autres; tandis qu'en 2007, l'énoncé traduirait plutôt une volonté d'être meilleur que les autres. En interprétant les réponses à la question de 2007, on peut se demander si une telle expression de supériorité face aux autres s'est bien accordée avec les « valeurs canadiennes ».

Tableau 4-3

Le Canada doit maintenir une avance technologique

Q: Veuillez me dire si vous êtes fortement d'accord, plutôt d'accord, plutôt en désaccord ou fortement en désaccord avec les énoncés suivants. Pour ce qui est de l'énoncé...?



*Note: Il y a eu une modification mineure dans la formulation de la question en 2007
 Base: Nombre total de répondants (n=1200)

2007 TNS Canadian Facts

Les différences des sous-groupes

On constate quelques différences dignes de mention selon la région ou le profil démographique.

- Les hommes (60 %) se reconnaissent beaucoup plus que les femmes (41 %) dans l'énoncé selon lequel le Canada devrait être plus avancé que les autres pays sur le plan technologique.
- L'importance accordée à cette supériorité technologique augmente avec l'âge. Les aînés (65 ans et plus) étant 2 fois plus susceptibles d'être fortement préoccupé par cette question que les jeunes Canadiens (18 à 24 ans) (60 % contre 30 %, respectivement).
- Cette préoccupation augmente aussi en fonction du revenu du foyer. Les répondants ayant le revenu le plus élevé (75 000 \$ et plus) étant plus susceptibles d'exprimer une forte préoccupation sur ce thème que les répondants faisant partie de la tranche de revenus la moins élevée (moins de 25 000 \$) (58% contre 40%, respectivement).

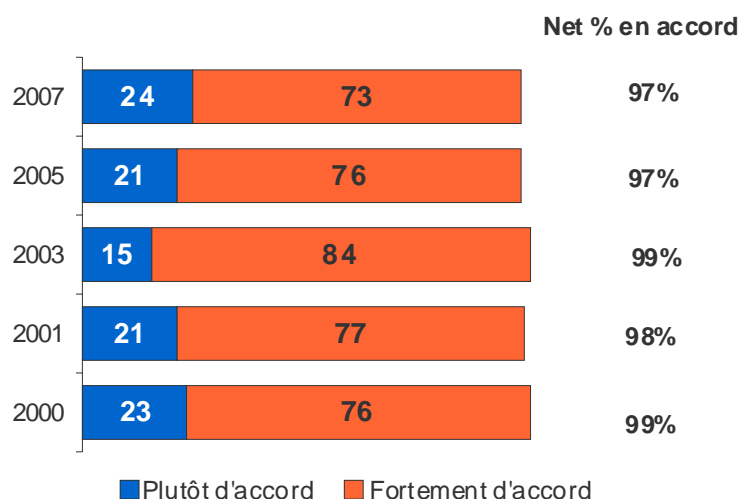
4-4 L'importance de l'innovation

La plupart des citoyens (97 %) croient qu'il est important que les entreprises canadiennes innovent et continuent de mettre au point de nouveaux produits, services et idées, avec près des trois quarts (73 %) exprimant un fort point de vue sur la question. Comparativement à 2003, on dénote une légère baisse d'intensité dans l'opinion publique sur cette question de l'importance de l'innovation.

Tableau 4-4

L'importance de l'innovation pour les entreprises canadiennes

Q: Veuillez dire si vous êtes fortement d'accord, plutôt d'accord, plutôt en désaccord ou fortement en désaccord avec les énoncés suivants. Pour ce qui est de dire qu'il est important que les entreprises canadiennes innovent et continuent de mettre au point de nouveaux produits, services et idées...?



Base: Nombre total de répondants (n=1200)

20 07 TNS Canadian Facts

Quelques différences d'ordre démographique sont à noter :

- Les hommes (78 %) ressentent davantage que les femmes (68 %) que l'innovation par les entreprises est importante.
- Les jeunes Canadiens (18 à 24 ans) (56 %) sont moins portés à accorder autant d'importance à l'innovation que le font ceux de 25 ans et plus.
- Finalement, il existe une forte corrélation entre le niveau de revenu et l'opinion exprimée sur cette question et sur les autres thèmes liés à la recherche et au développement. L'importance accordée à l'innovation varie également en fonction du revenu. Ceux qui se situent dans la plus haute fourchette de revenus (75 000 \$ et plus) ont plus fréquemment une opinion forte sur l'importance de l'innovation que ceux situés dans la fourchette basse (moins de 25 000 \$) (80% contre 63 % respectivement).

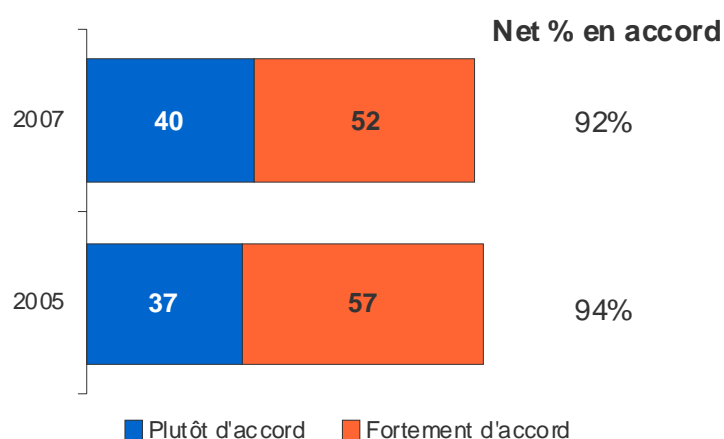
4-5 Mieux exploiter et vendre les produits de la R et D

Tout comme en 2005, les Canadiens (92 %) pensent généralement que nos entreprises ont besoin de s'améliorer quant à l'utilisation et la vente de nouvelles idées et produits issus de la recherche et du développement dans ce pays. Plus de la moitié (52 %) se disent d'ailleurs fortement d'accord avec cet énoncé.

Tableau 4-5

Mieux exploiter et vendre les produits de la R et D

Q: Veuillez me dire si vous êtes fortement d'accord, plutôt d'accord, plutôt en désaccord ou fortement en désaccord avec les énoncés suivants. Pour ce qui est de dire que les entreprises canadiennes doivent s'améliorer quant à l'utilisation et la vente de nouvelles idées et de produits issus de la R et D...



Base: Nombre total de répondants (n=1200)

2007 TNS Canadian Facts

Différences par sous-groupes

Bien que la majorité des répondants souhaite des améliorations sur ce point, l'intensité des opinions varie selon les régions et les profils démographiques.

- Les résidents des provinces de l'Atlantique se disent plus fortement d'accord (64 %) sur ce point que les résidents des autres régions (Québec, 52 %; Ontario, 52 %; Prairies, 52 %; et Colombie-Britannique, 48 %).
- Les hommes (57%) en sont davantage convaincus que les femmes (48 %).
- Les jeunes Canadiens (18 à 24 ans), qui ont bien entendu moins d'expérience de travail, sont moins susceptibles d'être fortement en accord sur cet aspect (37 %) comparativement à ceux de 35 ans et plus. Par exemple, 55 % des aînés (65 ans et plus), 61 % de ceux âgés de 50 à 64 ans et 53 % des répondants entre 35 et 49 ans sont convaincus que les entreprises canadiennes doivent s'améliorer pour mettre en marché les produits de la R et D.

4-6 Perception des retombées du soutien gouvernemental à la R et D

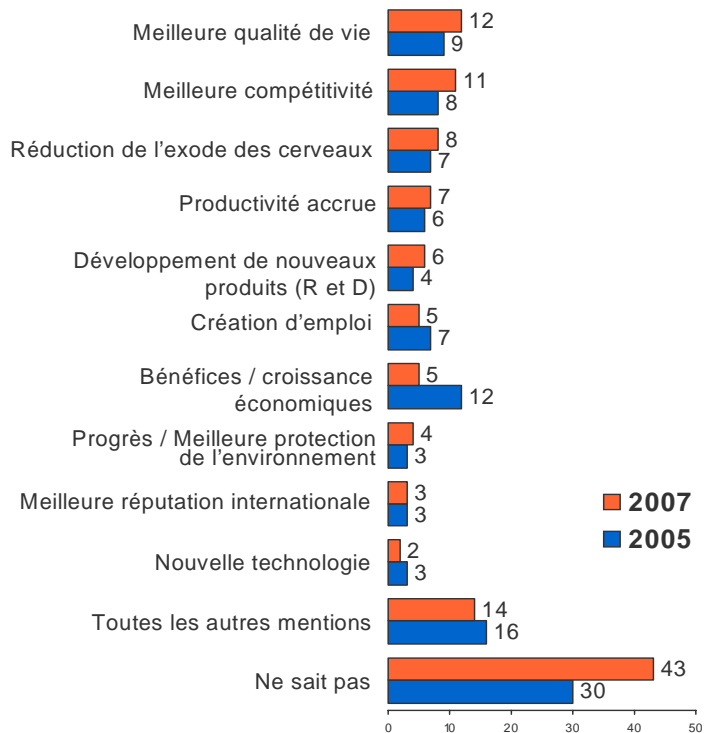
Bien que les Canadiens acceptent l'hypothèse selon laquelle la R et D soit bonne pour l'économie et la qualité de vie, ils ont un peu de mal à fournir par eux-mêmes des exemples précis de ces bienfaits. En 2007, plus de quatre répondants sur dix (43 %) ont dit ne pas pouvoir identifier avec certitude les avantages économiques découlant de la R et D au Canada, en hausse par rapport au niveau de 30 % observé en 2005. Ce constat suggère que bien que l'appréciation globale de la R et D soit élevée, les répondants ne sont pas en mesure pour autant d'identifier les mécanismes économiques par lesquels les investissements en R et D se traduisent en retombées économiques concrètes.

Bien entendu, certains Canadiens sont en mesure de nommer certaines retombées spécifiques de la R et D telles qu'une augmentation de la compétitivité (11 %), une réduction de l'exode des cerveaux (9 %), une productivité accrue (7 %) ainsi que le développement de nouveaux produits (6 %).

Tableau 4-6

Retombées pour le Canada

Q: En pensant au soutien qu'offre le gouvernement fédéral à la R et D, quels sont les avantages économiques qui vous viennent à l'esprit pour le Canada?



Base: Nombre total de répondants (n=1200)

2007 TNS Canadian Facts

5-0 Science et Technologie

Nouvellement introduite dans le cadre du présent sondage 2007 d'Industrie Canada auprès de la population en général, cette section vise à déterminer la valeur que les répondants attachent aux diverses activités de soutien aux sciences et à la technologie entreprises par le gouvernement du Canada (S et T).

5-1 Valeur perçue du soutien gouvernemental aux activités de S et T

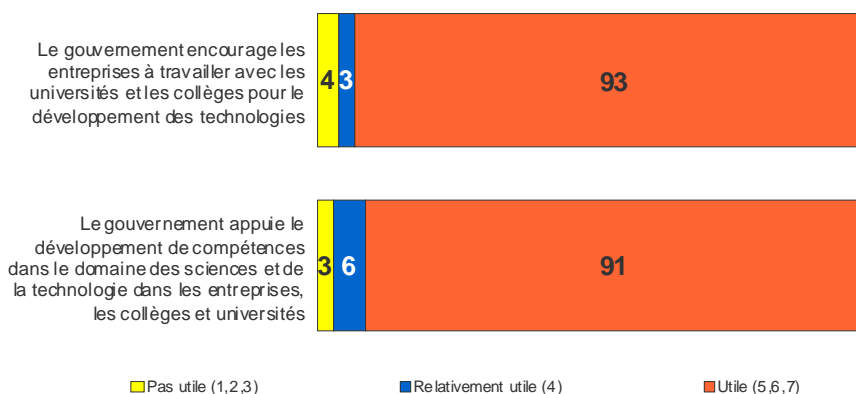
Les Canadiens accordant une grande importance aux initiatives que le gouvernement du Canada prend déjà ou pourrait prendre à l'avenir pour soutenir les activités de S et T dans les mondes des entreprises ou de l'éducation.

Presque tous les Canadiens (93 %) croient que le gouvernement doit encourager les entreprises à travailler avec les universités et les collèges canadiens pour favoriser le développement des technologies et plus de la moitié des répondants (56 %) croient que cette mesure est de toute première importance (note de 7 sur une échelle de 7). De façon similaire, la plupart des Canadiens (91 %) croit utile que le gouvernement appuie le développement des compétences dans le domaine des sciences et de la technologie au sein des entreprises, des collèges et des universités, bien qu'une proportion légèrement inférieure juge cette activité comme étant de toute première importance (47 %).

Tableau 5-1

Soutien gouvernemental aux activités de S et T

Q: Le gouvernement du Canada prend certaines mesures, ou pourrait prendre certaines mesures, pour aider les entreprises canadiennes dans leurs activités relatives aux sciences et à la technologie. Veuillez me dire à quel point chacune de ces mesures serait utile pour le Canada, et ce, à l'aide d'une échelle de 1 à 7...



Base: Nombre total de répondants (n=1200)

Ne sait pas inférieur à 0,5%

2007 TNS Canadian Facts

6-0 Télécommunications

Cette section analyse les opinions des Canadiens à l'égard de leurs services de télécommunications et quant au rôle que joue le gouvernement du Canada dans ce secteur, en particulier par rapport à la réglementation et à la promotion de l'industrie des télécommunications.

6-1 Satisfaction à l'endroit des services de télécommunications au Canada

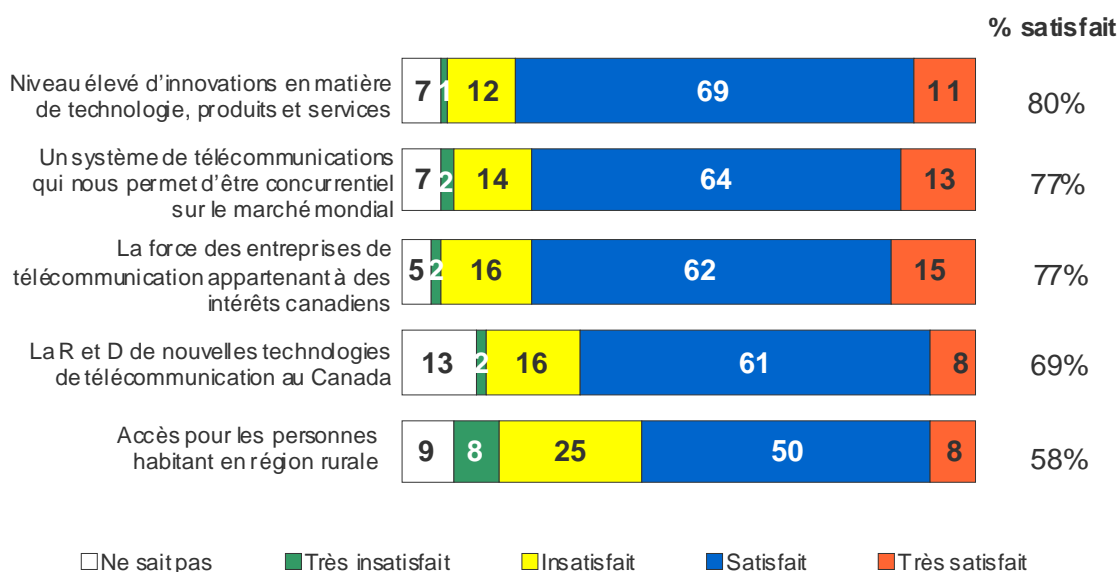
Plus souvent qu'autrement, les Canadiens sont satisfaits de leurs services de télécommunications. Ils sont particulièrement satisfaits du niveau technologique élevé dont ils jouissent, des produits et des innovations apportées à leurs services (80 %), de la force des entreprises de télécommunication sous contrôle canadien (77 %) et de la capacité concurrentielle que leur procure le système de télécommunication canadien (77 %).

Les Canadiens sont toutefois moins satisfaits des activités de R et D effectuées au Canada dans le secteur des télécommunications (69 %) et de l'accès aux services de télécommunications en région rurale (58 %).

Tableau 6-1

Les services de télécommunications au Canada aujourd'hui

Q: Veuillez me dire si vous êtes très satisfait, satisfait, insatisfait ou très insatisfait des aspects suivants des services de télécommunication au Canada aujourd'hui...?



Base: Nombre total de répondants (n=1200)

20 07 TNS Canadian Facts

Différences des sous-groupes

D'un point de vue régional, on dénote des variations.

- Les résidents du Québec ne sont pas particulièrement satisfaits du niveau de R et D effectué au Canada dans le secteur des télécommunications (57 % contre 79 % dans les provinces de l'Atlantique, 71 % en Ontario, 76 % dans les Prairies et 70% en Colombie-Britannique). Par contre, les résidents du Québec (83 %) sont davantage satisfaits de la force des entreprises de télécommunication appartenant à des intérêts canadiens que les résidents des autres régions, en particulier ceux des provinces de l'Atlantique (72 %) et de l'Ontario (72 %).
- Les résidents du Québec (80 %) sont beaucoup plus satisfaits de l'accès aux services de télécommunications en région rurale que ne le sont les résidents des autres provinces, en particulier ceux des provinces de l'Atlantique (49 %) et de la Colombie-Britannique (45 %).
- Peut-être en raison du nombre croissant de centres d'appel dans leur région, les résidents des provinces de l'Atlantique sont ceux qui expriment la plus grande satisfaction (86 %) quant à la capacité concurrentielle que leur procure le système de télécommunication sur le marché international.

Les seules autres différences de nature démographique sont liées à l'âge ainsi qu'à la taille des municipalités.

- En ce qui a trait à l'accès en région rurale et comme on pouvait s'y attendre, ceux habitant de petites communautés et des régions rurales (population inférieure à 30 000 personnes) expriment un plus haut niveau d'insatisfaction (40 % d'insatisfaits) que ceux qui habitent dans des agglomérations urbaines plus importantes. Comparativement, seulement 26 % de ceux qui habitent dans les zones les plus fortement urbanisées (500 000 habitants et plus) manifestent une insatisfaction à cette question.
- Les plus jeunes Canadiens (18 à 24 ans) (74 %) sont beaucoup plus susceptibles de se déclarer satisfaits de l'accès aux services de télécommunications en région rurale que les groupes plus âgés, en particulier vis-à-vis de ceux dans la tranche d'âge entre 50 et 64 ans (49 %). Les plus jeunes citoyens sont aussi plus satisfaits du niveau de R et D au Canada dans le domaine des télécommunications de telle sorte que 81 % des moins de 25 ans en sont satisfaits comparativement à seulement 64 % dans la tranche des 65 ans et plus.

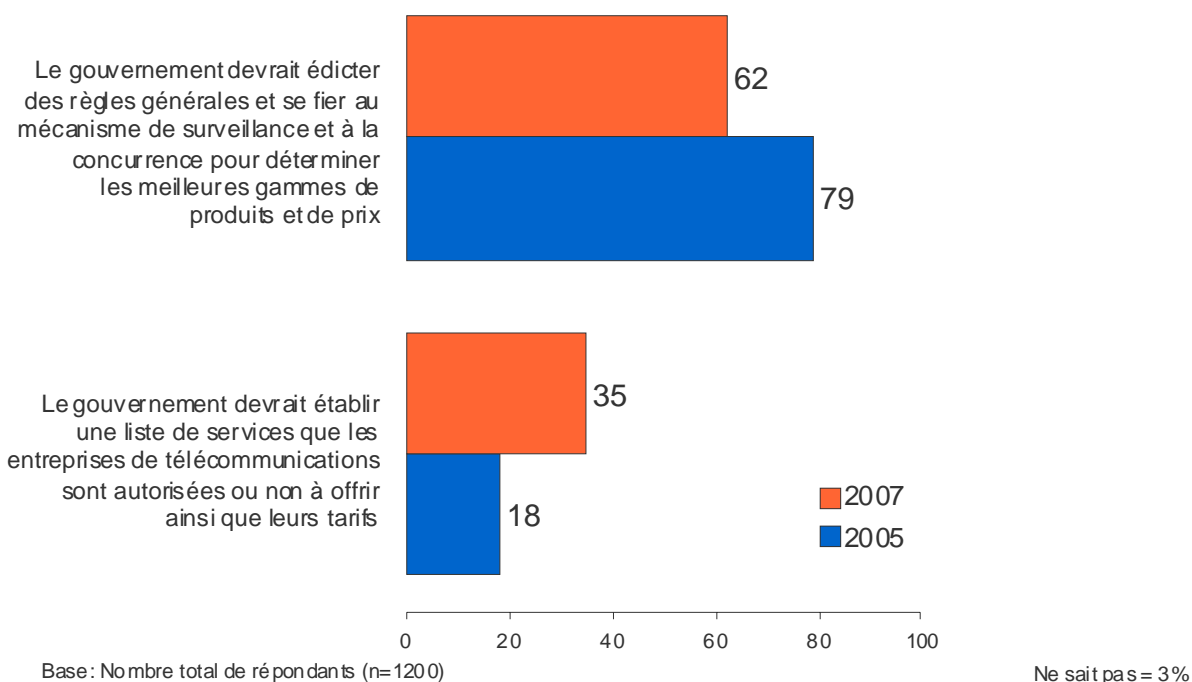
6-2 Préférence quant à un niveau de réglementation plus ou moins détaillé ⁴

Les Canadiens préfèrent largement que le gouvernement édicte des règles générales (62 %) et qu'il se fie au mécanisme de surveillance et à la concurrence en place dans le marché plutôt que d'établir lui-même une liste de services que les entreprises de télécommunication sont autorisées à offrir ainsi que leurs tarifs (35 %). Cette préférence envers l'édiction de règles générales a toutefois baissé depuis 2005 alors que 79 pour cent croyaient que le gouvernement devrait s'en tenir aux règles générales.

Tableau 6-2

Approches réglementaires en télécommunications

Q: Le gouvernement du Canada peut réaliser ses objectifs de différents façons. Je vous présenterai 2 situations comportant chacune 2 approches différentes. Veuillez me dire laquelle des approches proposées vous préférez :



⁴ Cette question avait été posée en 2005 et communiquée par le biais d'un document intitulé « Bell Canada's submission to the Telecommunications Policy Review Panel », en annexe D-12, "Consumer Attitudes on Telecommunications Regulation". Cette source est utilisée avec la permission du Centre de Recherche Décima.

Les différences entre les sous-groupes

- Au sein de la population générale, cette préférence est plus marquée dans les tranches de revenu plus élevées. Sept répondants sur dix (69 %) dans le groupe disposant du revenu le plus élevé (75 000 \$ et plus) favorise l'édiction de règles générales comparativement à un peu plus de la moitié (55 %) dans la tranche de revenu inférieure (moins de 25 000 \$).

6-3 Réglementation des nouveaux services de télécommunication ⁵

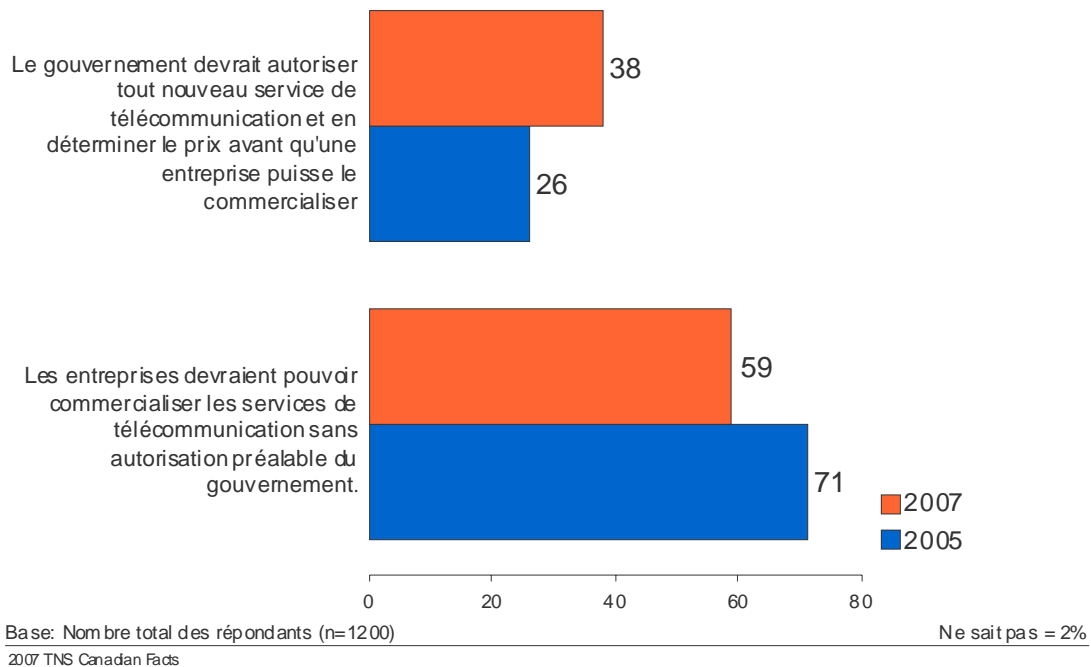
La majorité des Canadiens préfèrent que les services de télécommunications soient offerts aux consommateurs sans l'approbation préalable du gouvernement (59 %) plutôt qu'une approche prévoyant l'autorisation et la détermination du prix par le gouvernement avant que tout nouveau service puisse être commercialisé (38%).

L'appui à une approche déréglementée pour l'introduction de nouveaux services est inférieur à celui observé en 2005. À ce moment, 71 pour cent des répondants étaient d'avis que les entreprises devraient pouvoir offrir leurs services sans le consentement préalable du gouvernement.

Tableau 6-3

Réglementation des nouveaux services

Q: Le gouvernement du Canada peut réaliser ses objectifs de différents façons. Je vous présenterai 2 situations comportant chacune 2 approches différentes. Veuillez me dire laquelle des approches proposées vous préférez :



⁵ Question posée avec la permission du Centre de Recherche Décima.

Il y a, cependant, des différences considérables dans la volonté d'avoir des services de télécommunications offerts sans l'autorisation préalable du gouvernement.

- Conformément à leurs points de vue selon lesquels le gouvernement devrait s'en tenir à une réglementation minimale, ceux qui se situent dans la catégorie de revenu supérieure (75 000 \$ et plus) pensent aussi que les nouveaux produits de télécommunications devraient être offerts sans l'autorisation du gouvernement (71 %).
- Contrairement à leurs homologues dans d'autres régions, les Québécois sont beaucoup moins à l'aise avec le concept d'offrir de nouveaux services de télécommunications sans l'autorisation du gouvernement. De fait, presque la moitié (48 %) sont d'avis que de tels services devraient être approuvés et tarifés par le gouvernement contre 38 % dans l'ensemble.

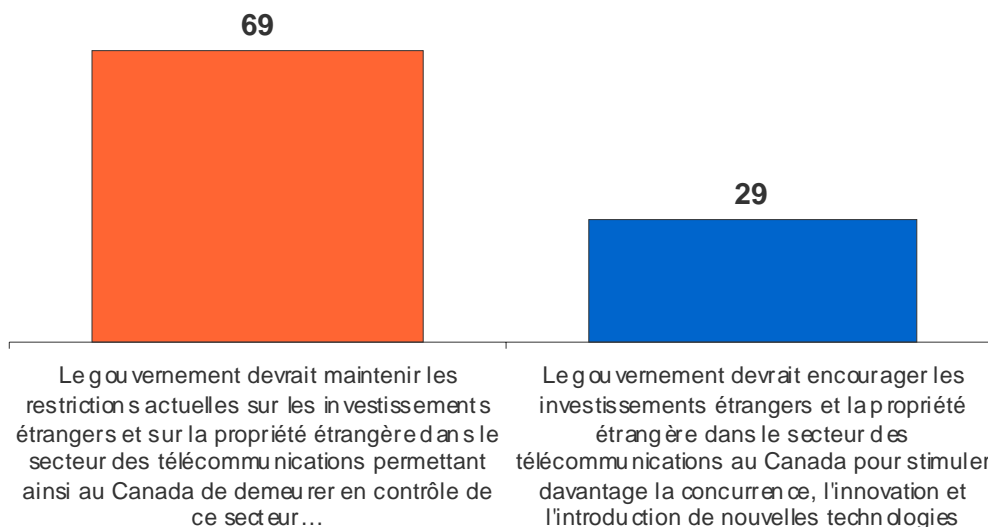
6-4 Préférence d'investissement étranger dans les télécommunications

En général, les Canadiens préfèrent que le gouvernement maintienne les restrictions en matière d'investissement étranger et de propriété étrangère actuelles dans le secteur des télécommunications (69 %) afin d'assurer le contrôle canadien plutôt que d'encourager l'investissement étranger et la propriété étrangère dans le secteur des télécommunications au Canada (29 %) même si la concurrence étrangère générerait plus d'innovations et de nouvelles technologies. Il ne faut peut-être pas se surprendre, étant donné que 80 pour cent des Canadiens sont au moins quelque peu satisfaits du niveau d'innovation dans le secteur. L'appui en ce qui a trait au système actuel est présent dans toute la sphère idéologique. Même ceux qui préfèrent que le gouvernement ait un rôle limité dans l'économie ne sont pas plus susceptibles de vouloir qu'on encourage la propriété étrangère.

Tableau 6-4

Investissements étrangers en télécommunications

Q: Le gouvernement du Canada peut réaliser ses objectifs de différentes façons. Je vous présenterai deux situations comportant chacune deux approches différentes. Veuillez me dire laquelle des approches proposées vous préférez ...



Base : Nombre total de répondants (n=1 200)

Ne sait pas = 3%

20 07 TNS Canadian Facts

Bien qu'on exprime ces points de vue universellement dans toutes les régions et tous les groupes démographiques, il y a un certain nombre de petites différences qui sont quand même significatives :

- Les Canadiens plus jeunes (18-34 ans) sont plus réceptifs à l'idée de l'investissement étranger que leurs homologues plus âgés. Par exemple, 39 % de ceux qui se situent dans le groupe des 25-34 ans favorisent l'investissement étranger contre seulement 21 % parmi les Canadiens qui se situent dans le groupe des 65 ans et plus. Les Canadiens âgés de 50 ans et plus (76 %) sont plus susceptibles que les Canadiens âgés de 18-49 ans (62 %) de préférer que le gouvernement du Canada maintienne les restrictions en matière d'investissement étranger et de propriété étrangère dans le secteur des télécommunications.
- Les personnes à faible revenu (24 % de ceux dont les revenus du foyer sont inférieurs à 25 000 \$) et à revenu moyen (28 % de ceux dont les revenus se situent entre 25 000 \$ et 75 000 \$) sont moins susceptibles que les personnes à revenu élevé (33 % de ceux avec plus de 75 000 \$ de revenus) de préférer que le gouvernement encourage l'investissement étranger et la propriété étrangère dans le secteur des télécommunications au Canada.

7-0 Méthodologie

Les entrevues téléphoniques ont été effectuées auprès d'un échantillon aléatoire de Canadiens de 18 ans et plus, pour un total de 1 200 entrevues complétées. Les entrevues ont été effectuées entre le 5 février et le 1^{er} mars 2007. La marge d'erreur pour un échantillon de cette taille est de 2,9 (voir la marge d'erreur pour les régions ci-dessous).

Le sondage a été effectué à l'aide du réseau FACTS, le système CATI de TNS Canadian Facts. L'échantillon est représentatif de toutes les régions du Canada et a été tiré de façon légèrement disproportionnelle afin de permettre de plus grandes tailles d'échantillon dans les plus petites régions, c'est-à-dire les provinces de l'Atlantique et les Prairies. Des personnes de 18 ans et plus ont été interviewées au foyer, à l'aide de la technique de sélection du «prochain anniversaire de naissance».

Les entrevues téléphoniques de TNS Canadian Facts sont surveillées continuellement, et au moins 10 % des entrevues font l'objet d'une écoute soit partielle ou complète. Des copies des questionnaires sont annexées à ce rapport.

Marge d'erreur

	Total	Atlantique	Québec	Ontario	Prairies	Colombie-Britannique
Complétées non pondérées	(1200) N ^{bre}	(155) N ^{bre}	(271) N ^{bre}	(368) N ^{bre}	(262) N ^{bre}	(144) N ^{bre}
M.E.	2,9	8,0	6,1	5,2	6,2	8,3

7-1 Pondération

Des ajustements de pondération ont été appliqués aux données finales corrigées afin d'assurer que les données soient représentatives de la population adulte du Canada. Voici la répartition des complétées réelles et pondérées, par région.

Complétées réelles : Sondage téléphonique

	Total (1200) N ^{bre}	Atlantique (155) N ^{bre}	Québec (271) N ^{bre}	Ontario (368) N ^{bre}	Prairies (262) N ^{bre}	Colombie- Britannique (144) N ^{bre}
Hommes	545	24	54	92	39	21
Femmes	655	41	102	142	78	57

Complétées pondérées : Sondage téléphonique

	Total (1200) N ^{bre}	Atlantique (89) N ^{bre}	Québec (288) N ^{bre}	Ontario (464) N ^{bre}	Prairies (197) N ^{bre}	Colombie- Britannique (162) N ^{bre}
Hommes	589	30	80	114	56	38
Femmes	611	31	84	120	57	40

* Les chiffres donnés en pourcentage sur une base de moins de 100 devraient être interprétés avec prudence

7-2 Résultat de l'appel

Nombre total de tentatives	14153	
Numéros non valides / Échantillon :	6012	
1. Hors service		4598
2. Non-résidentiel		1171
3. Fax/modem		224
4. Autre non admissible		19
Échantillon In-Scope non résolu :	3280	
5. Occupé		206
6. Répondeur		1371
7. Pas de réponse		1333
8. Langue		179
9. Refus du foyer/Autre		191
Résolu mais ne répond pas :	3654	
10. Sélectionné/répondant admissible non disponible		316
11. Rendez-vous/Rappel		182
12. Refus du répondant/Autre		3156
Résolu et répond :	1207	
13. Disqualifié		0
14. Entrevue complétée		1200
15. Personne à ce nom / morte		0
16. Autres fins d'entrevue		7
TAUX DE RÉPONSE	15%	

8-0 Matériel utilisé sur le terrain

8-1 Questionnaire anglais

Hello, my name is _____ and I am calling from TNS Canadian Facts, a public opinion research company. We are conducting a survey on behalf of Industry Canada, a department of the Government of Canada with regard to economic issues. Please let me assure you that we are not trying to sell anything - this is strictly a survey, which should take approximately 15 minutes to complete and your responses will remain completely confidential. This survey is registered with the national survey registration system.

May we speak to the person in your household who is over 18 years of age and who will be celebrating their birthday next?

INTERVIEWER NOTE: IF ANYONE QUESTIONS THE VALIDITY OF THE SURVEY, THEY CAN CONTACT LINE PATRY (613-948-1549)

USE STANDARD CALL OUTCOMES

Q1: S,
QT

The Government of Canada has identified a number of potential priorities it can pursue to support businesses and to encourage economic growth in Canada. For each of the following, please tell me how much emphasis you think should be placed on that particular area. Please use a 7-point scale, where '1' means the lowest priority, and '7' the highest priority. How about...?

INSERT MT

AL

1 - Lowest Priority
2
3
4
5
6
7 - Highest Priority
DON'T KNOW

RANDOMIZE Q1 MT

Q1MT - NOT ALL RESPONDENTS SHOULD SEE ALL STATEMENTS. EACH RESPONDENT NEEDS TO HAVE A 50% PROBABILITY THAT A GIVEN STATEMENT WILL COME UP.

Encouraging innovation and research and development among Canadian businesses
Ensuring a fair marketplace for consumers and businesses
Supporting the commercialization or market success of products and services that are researched or developed in Canada
Encouraging regional economic development.
Encouraging more investment in the economy and Canadian businesses
Making government services for business readily accessible on the Internet
Ensuring that all Canadian communities have high-speed access to the Internet.
Promoting sustainable development - that is economic growth that does not harm the environment.
Promoting le commerce interprovincial
Invest in growing sectors of the economy
Help businesses that are in declining economic sectors adjust to the new economy

Q2: S,
QT

How would you rate the performance of the Government of Canada in each of these same areas? Please use a similar 7-point scale, where '1' means a very poor job, and '7' a very good job. How about...?

INSERT MT

AL

1 - Very Poor Job
2
3
4
5
6
7 - Very Good Job
DON'T KNOW

RANDOMIZE Q2 MT

EACH RESPONDENT SHOULD SEE ONLY THE STATEMENTS THEY SAW IN Q1

Encouraging innovation and research and development among Canadian businesses
Ensuring a fair marketplace for consumers and businesses
Supporting the commercialization or market success of products and services that are researched or developed in Canada
Encouraging regional economic development.
Encouraging more investment in the economy and Canadian businesses
Making government services for business readily accessible on the Internet
Ensuring that all Canadian communities have high-speed access to the Internet.
Promoting sustainable development - that is economic growth that does not harm the environment.
Promoting le commerce interprovincial
Invest in growing sectors of the economy
Help businesses that are in declining economic sectors adjust to the new economy

Q3: S,
QT

In your view, which of the following statements comes closest to your own perception of the role that the federal government currently plays in the Canadian economy? Would you say that...

READ LIST

AL

The Government takes a very involved leadership role in the economy.
The Government acts more as a partner working with businesses.
The Government's main role is to encourage more innovation in the economy.
The Government plays a very small and limited role in the economy
SOME OTHER ROLE, specify
NO ROLE
DON'T KNOW

Q4: S,
QT

And now thinking about the same list, which of the following statements comes closest to your own perception of the role that the federal government <BOLD>should<BOLD> play in the Canadian economy? Would you say that...

READ LIST

AL

The Government should take a very involved leadership role in the economy.
The Government should act more as a partner working with businesses.
The Government's main role should be to encourage more innovation in the economy.
The Government should play a very small and limited role in the economy
SOME OTHER ROLE,specify
NO ROLE
DON'T KNOW

Q5: S,

QT Please tell me whether you strongly agree, somewhat agree, somewhat disagree or strongly disagree with the following statements. How about ...?

INSERT MT

AL Strongly agree
Somewhat agree
Somewhat disagree
Strongly disagree
DON'T KNOW

RANDOMIZE MT

HALF SAMPLE GETS FIRST OPTION AND HALF GETS SECOND OPTION WITHIN EACH IN A AND B

a) Innovations by Canadian businesses are important to sustained economic growth. OR
Research and development by Canadian business is important to sustained economic growth

b) More innovation will lead to better quality of life OR
Research and development in Canada will lead to better quality of life

_FULL SAMPLE FOR REMAINDER

c) I am concerned about Canada's ability to be a leader in the knowledge-based economy.

d) It is important that Canada be more technologically advanced than other countries

e) It is important that Canadian businesses are innovative, and continue to develop new products, services and ideas.

f) Canadian businesses need to do a better job of using and selling the new ideas and products that come out of research and development in this country.

Q6A: S,
QT

Thinking of federal government support for research and development, what economic advantages come to mind for Canada?

DO NOT READ LIST. RECORD FIRST RESPONSE.

AL IMPROVED QUALITY OF LIFE/STANDARD OF LIVING OF CANADIANS
REDUCE BRAIN DRAIN/KEEP JOBS IN CANADA
INCREASED PRODUCTIVITY OF CANADIAN BUSINESSES
INCREASED COMPETITIVENESS OF CANADIAN FIRMS
GENERAL ECONOMIC BENEFITS (SPECIFY)
JOBS - UNSPECIFIED
NONE/ NOTHING

NOT SURE/DON'T KNOW
OTHER (SPECIFY)
DON'T KNOW

Q6B: S,
QT

What other economic advantages come to mind?

DO NOT READ LIST. RECORD SECOND RESPONSE. MASK RESPONSE FROM Q6A
UNLESS OTHER OR GENERAL ECONOMIC BENEFITS.

AL

IMPROVED QUALITY OF LIFE/STANDARD OF LIVING OF CANADIANS
REDUCE BRAIN DRAIN/KEEP JOBS IN CANADA
INCREASED PRODUCTIVITY OF CANADIAN BUSINESSES
INCREASED COMPETITIVENESS OF CANADIAN FIRMS
GENERAL ECONOMIC BENEFITS (SPECIFY)
NONE/ NOTHING
NOT SURE/DON'T KNOW
OTHER (SPECIFY)
DON'T KNOW

Q6C: S,
QT

What other economic advantages come to mind?

DO NOT READ LIST. RECORD THIRD RESPONSE. MASK RESPONSE FROM Q6A AND
Q6B UNLESS OTHER OR GENERAL ECONOMIC BENEFITS.

AL

IMPROVED QUALITY OF LIFE/STANDARD OF LIVING OF CANADIANS
REDUCE BRAIN DRAIN/KEEP JOBS IN CANADA
INCREASED PRODUCTIVITY OF CANADIAN BUSINESSES
INCREASED COMPETITIVENESS OF CANADIAN FIRMS
GENERAL ECONOMIC BENEFITS (SPECIFY)
NONE/ NOTHING
NOT SURE/DON'T KNOW
OTHER (SPECIFY)
DON'T KNOW

Q7: S,
QT

Turning now to investments in the Canadian economy and businesses, when the
Government of Canada invests public funds in the economy, what level of importance
would you place on each of the following to ensure responsible investment? Please use a
7-point scale, where 1 is not important at all, and 7 is very important. How about...?

INSERT MT

- AL
- 1 - Not important at all
 - 2
 - 3
 - 4
 - 5
 - 6
 - 7 - Very important

ROTATE Q7MT

- Ensure that decisions on investments are based on recommendations from independent experts
- Ensure that there would be clear reporting of investments and anticipated results to Canadians
- Ensure that there would be safeguards against political influence on where investments would go
- Ensure all regions are treated fairly in terms of how investments are spread out
- Ensure that other groups like local government and businesses support the initiative by sharing some of the costs
- Ensure that the investments are repayable

Q8: S,
QT

Please tell me whether you strongly agree, somewhat agree, somewhat disagree or strongly disagree with the following statements. How about...?

INSERT MT

- AL
- Strongly agree
 - Somewhat agree
 - Somewhat disagree
 - Strongly disagree
 - DON'T KNOW

RANDOMIZE MT

HALF SAMPLE SEES

Government assistance to business is always wrong, even if the funds are repayable in the future.

Government should provide repayable funding to businesses with new ideas that cannot otherwise gain access to capital.

Government should provide repayable funding to businesses with new ideas and a proven track record of success.

HALF SAMPLE SEES

Government assistance to business is always wrong.

Government should provide funding to businesses with new ideas that cannot otherwise gain access to capital.

Government should provide funding to businesses with new ideas and a proven track record of success.

I'd like to turn to issues related to science and technology, often referred to as SetT.

Q9: S,
QT

There are a number of initiatives targeting Canadian businesses that the Government of Canada could take or is already taking to support businesses that undertake SetT activities. Please tell me how valuable you think the following would be to Canada. To do this, use a 7-point scale, where '1' means not valuable at all, and '7' means very valuable. How about...?

INSERT MT

- AL
- 1 - Not valuable at all
 - 2
 - 3
 - 4
 - 5
 - 6
 - 7 - Very valuable

HALF SAMPLE SEES:

Government encouraging businesses to work with Canadian universities and colleges for the development of technology.

OTHER HALF SEES:

Government supporting the development of science and technology skills in businesses, colleges and universities.

Q10: S,
QT

Please tell me how important you feel each of the following industries are to ensuring that Canada's economy is healthy in the future. For each, please tell me if you feel it is very important that Canada succeeds in this sector, important, not all that important, or not important at all. How about...?

INSERT MT

ROTATE MT

AL

Very Important
Important
Not all that important
Not important at all
DON'T KNOW/REFUSED

The Automotive industry
The Aerospace industry
The Information Communications Technology (ICT) or Telecommunications industry
The Biotechnology industry
The Natural Resources sector
The Environmental Technologies industry

Q11: S,
QT

Turning now to telecommunications, please tell me whether you are very satisfied, satisfied, dissatisfied or very dissatisfied with the following aspects of telecommunications services in Canada today. How about...?

INSERT MT

AL

Very satisfied
Satisfied
Dissatisfied
Very dissatisfied
DON'T KNOW/REFUSED

ROTATE MT

A high degree of technology, product and service innovation.
Strong Canadian owned telecommunications companies.
Access in rural areas to the telecom services that people need.
Canadian-based research and development on new telecom technologies.
A telecommunications system that helps our economy compete with the rest of the world.

PROGRAMMER: ROTATE SELECTIONS FOR Q12 AND Q13 AND Q14

Q12 QT SHOULD APPEAR FIRST, THEN QT FOR Q13

Q12: S,
QT

The Government of Canada can choose different approaches to meet its goals. I will present two situations to you, each one involving two different approaches. Please tell me which approach you would prefer:

AL

Government should have detailed rules that spell out what services telecommunications companies can and can't offer and the prices they can charge
Government should provide general rules and rely on oversight and competition in the marketplace to produce the best mix of services and pricing.
DON'T KNOW/REFUSED

Q13: S,
QT

What about for the following two situations...?

READ LIST

AL

Whenever a company wants to introduce a new telecommunications service into the marketplace it should be approved by, and have its price set by, government before it can be offered to customers
Telecommunications services should be offered to customers without prior government approval, as long as government has the ability to oversee the market and intervene to make changes when necessary.
DON'T KNOW/REFUSED

Q14: S,
QT

What about for the following two situations...

READ LIST

AL Government should encourage foreign investment and ownership in Canada's telecommunications sector to stimulate more competition, more innovation and the introduction of new technologies
Government should maintain the current foreign investment and ownership limits in the telecommunications sector to ensure that Canada retains control of this sector and that major corporate decisions about telecommunications continue to be made in Canada
DON'T KNOW/REFUSED

I have a few last questions for statistical purposes. Please remember that your responses to these and other questions will be kept confidential.

Q15: Q, QT RANGE 1900 .. 1990 DEF 1990,
In what year were you born [Record year]

Q16: S, QT What is the highest level of formal education that you have completed? Please stop me when I reach your category

[READ LIST]

AL Grade 8 or less
Some high school
Complete high school
Technical, vocational post-secondary
Some university
Complete university degree
Post graduate degree
REFUSED

Q17: S, QT For statistical purposes only, what is the total household income before taxes, that is, the total income of all members in this household? Would it be \$50,000 or more, or would it be less than \$50,000 per year?

AL \$50,000 or over
Under \$50,000
Don't know
Refused

ASK Q18 IF OVER \$50000

ASK Q19 IF UNDER \$50000

Q18: S,

QT Would it be...?

READ LIST

AL \$50,000 to \$74,999
\$75,000 to \$99,999
More than \$100,000
DON'T KNOW
REFUSED

Q19: S,
QT Would it be...?

AL \$25,000 to \$49,999
Less than \$25,000
DON'T KNOW
REFUSED

Q20: S,
QT Do you have access to the Internet?

AL YES
NO
DON'T KNOW/REFUSED

Q21: Q,
QT RANGE 0 .. 1 DEF 1,
What are the first three digits of your postal code?

That is all my questions. Thank you very much for taking the time to complete this survey.

8-2 Questionnaire français

Bonjour, mon nom est _____ et je vous appelle de TNS Canadian Facts, une firme de sondage d'opinion publique. Nous avons été mandatés par Industrie Canada, un ministère du gouvernement du Canada, pour mener un sondage visant à connaître l'opinion des Canadiennes et des Canadiens sur des questions économiques. Je tiens à vous assurer que nous ne vendons rien - il s'agit simplement d'un sondage qui vous prendra environ 15 minutes à remplir et vos réponses resteront strictement confidentielles. Ce sondage est enregistré auprès du système national d'enregistrement des sondages.

Puis-je parler au membre de votre foyer qui est âgé de plus de 18 ans et qui sera le prochain à célébrer son anniversaire?

NOTE À L'INTERVIEWEUR : SI UN RÉPONDANT A DES QUESTIONS AU SUJET DE LA VALIDITÉ DU SONDRAGE, ILS PEUVENT COMMUNIQUER AVEC LINE PATRY AU 613-948-1549

USE STANDARD CALL OUTCOMES

Q1: S,

QT Le gouvernement du Canada a identifié un certain nombre de priorités possibles visant à appuyer les entreprises et à stimuler la croissance économique au Canada. J'aimerais maintenant savoir quelle priorité le gouvernement devrait accorder à chacun des domaines suivants. Veuillez utiliser une échelle de sept points, où « 1 » signifie la plus faible priorité et « 7 », la plus haute priorité. Qu'en est-il du domaine suivant? (INSÉREZ MT)

AL

- 1 - La plus faible priorité
- 2
- 3
- 4
- 5
- 6
- 7 - La plus haute priorité

NE SAIT PAS

RANDOMIZE Q1 MT

Q1MT - NOT ALL RESPONDENTS SHOULD SEE ALL STATEMENTS. EACH RESPONDENT NEEDS TO HAVE A 50% PROBABILITY THAT A GIVEN STATEMENT WILL COME UP.

Encourager l'innovation ainsi que la recherche et le développement au sein des entreprises canadiennes
Assurer un marché juste pour les consommateurs et les entreprises
Soutenir la commercialisation ou le succès commercial de produits et services ayant fait l'objet de recherche ou de développement au Canada
Stimuler le développement économique régional
Encourager davantage l'investissement au Canada et dans les entreprises canadiennes
Faire en sorte que les services gouvernementaux offerts aux entreprises soient facilement accessibles sur Internet
Faire en sorte que toutes les communautés du Canada aient accès à un service Internet à haute vitesse
Promouvoir le développement durable – c'est-à-dire une croissance économique qui ne nuit pas à l'environnement
Promouvoir le commerce interprovincial
Investir dans les secteurs de l'économie qui sont en croissance
Aider les entreprises des secteurs en déclin à s'ajuster à la nouvelle économie

Q2: S,

QT Comment évalueriez-vous la performance du gouvernement du Canada dans ces mêmes domaines? Veuillez utiliser une échelle semblable de sept points, où « 1 » signifie une très mauvaise performance et « 7 », une très bonne performance. Qu'en est-il du domaine suivant? (INSÉREZ MT)

AL

- 1 - Une très mauvaise performance
- 2
- 3
- 4
- 5
- 6
- 7 - Une très bonne performance

NE SAIT PAS

RANDOMIZE Q2 MT

EACH RESPONDENT SHOULD SEE ONLY THE STATEMENTS THEY SAW IN Q1

Encourager l'innovation ainsi que la recherche et le développement au sein des entreprises canadiennes
Assurer un marché juste pour les consommateurs et les entreprises
Soutenir la commercialisation ou le succès commercial de produits et services ayant fait l'objet de recherche ou de développement au Canada
Stimuler le développement économique régional
Encourager davantage l'investissement au Canada et dans les entreprises canadiennes
Faire en sorte que les services gouvernementaux offerts aux entreprises soient facilement accessibles sur Internet
Faire en sorte que toutes les communautés du Canada aient accès à un service Internet à haute vitesse
Promouvoir le développement durable – c'est-à-dire une croissance économique qui ne nuit pas à l'environnement
Promouvoir le commerce interprovincial
Investir dans les secteurs de l'économie qui sont en croissance
Aider les entreprises des secteurs en déclin à s'ajuster à la nouvelle économie

Q3: S,

QT À votre avis, lequel des énoncés suivants correspond le mieux à votre perception du rôle actuel du gouvernement fédéral dans l'économie canadienne? Diriez-vous qu' en ce moment...?

LISEZ LA LISTE

AL Le gouvernement joue un rôle de leadership de premier plan dans l'économie.
Le gouvernement agit davantage comme partenaire des entreprises.
Le rôle principal du gouvernement est d'encourager l'innovation dans l'économie.
Le gouvernement joue un très petit rôle dans l'économie.
UN AUTRE RÔLE (Précisez)
AUCUN RÔLE
NE SAIT PAS

Q4: S,

QT Et maintenant, en pensant à cette même liste, lequel des énoncés suivants correspond le mieux à votre perception du rôle que le gouvernement fédéral devrait jouer dans l'économie canadienne? Diriez-vous que...?

LISEZ LA LISTE

AL Le gouvernement devrait jouer un rôle de leader qui participe activement à l'économie
Le gouvernement devrait agir plus comme un partenaire travaillant auprès des entreprises
Le rôle principal du gouvernement devrait être d'encourager davantage l'innovation dans l'économie
Le gouvernement devrait jouer un rôle très secondaire et limité dans l'économie
UN AUTRE RÔLE, précisez
AUCUN RÔLE
NE SAIT PAS

Q5: S,

QT Veuillez me dire si vous êtes fortement d'accord, plutôt d'accord, plutôt en désaccord ou fortement en désaccord avec les énoncés suivants. Pour ce qui est de l'énoncé...?

INSERT MT

AL Fortement d'accord
Plutôt d'accord
Plutôt en désaccord
Fortement en désaccord
NE SAIT PAS

RANDOMIZE MT

HALF SAMPLE GETS FIRST OPTION AND HALF GETS SECOND OPTION WITHIN EACH IN A AND B

a) Les innovations faites par les entreprises canadiennes sont importantes pour soutenir la croissance économique. OU
La recherche et le développement fait par les entreprises canadiennes sont importants pour soutenir la croissance économique.

b) La qualité de vie s'améliorera s'il y a davantage d'innovation OU
La recherche et le développement au Canada résulteront en une meilleure qualité de vie.

_FULL SAMPLE FOR REMAINDER

c) J'ai des réserves quant à la capacité du Canada d'être un chef de file dans une économie axée sur le savoir.

d) Il est important que le Canada demeure aussi avancé que d'autres pays sur le plan technologique.

e) Il est important que les entreprises canadiennes innovent et continuent de mettre au point de nouveaux produits et services et trouver de nouvelles idées.

f) Les entreprises canadiennes doivent s'améliorer quant à l'utilisation et la vente de nouvelles idées et de produits qui proviennent de la recherche et du développement dans ce pays.

DISPLAY REMOVED

Q6A: S,

QT En pensant au soutien qu'offre le gouvernement fédéral pour la recherche et le développement, quels sont les avantages économiques qui vous viennent à l'esprit pour le Canada?

NE PAS LIRE LA LISTE. INSCRIRE LA PREMIÈRE RÉPONSE. SONDER POUR OBTENIR TROIS RÉPONSES)

AL AMÉLIORER LA QUALITÉ DE VIE/LE NIVEAU DE VIE DES CANADIENNES ET DES CANADIENS
RÉDUIRE L'EXODE DES CERVEAUX/CONSERVER LES EMPLOIS AU CANADA
ACCROÎTRE LA PRODUCTIVITÉ DES ENTREPRISES CANADIENNES
ACCROÎTRE LA COMPÉTITIVITÉ DES ENTREPRISES CANADIENNES
AVANTAGES ÉCONOMIQUES EN GÉNÉRAL (PRÉCISER)
AUCUN/RIEN

QT En ce qui concerne maintenant l'investissement dans l'économie et les entreprises canadiennes, lorsque le gouvernement du Canada investit des fonds publics dans l'économie, quelle importance devrait-il accorder selon vous à chaque aspect suivant afin d'investir de façon responsable? Veuillez répondre selon une échelle de 7 points où 1 signifie que cela n'est pas du tout important et 7, que cela est très important. Qu'en est-il de...?

INSERT MT

AL 1 - Pas du tout important
2
3
4
5
6
7 - Très important

ROTATE Q7MT

Faire en sorte que les décisions d'investissements soient fondées sur des recommandations de spécialistes indépendants

Faire en sorte qu'il y ait un système de rapport détaillé pour informer les Canadiennes et les Canadiens des investissements réalisés et des résultats escomptés

Faire en sorte que l'attribution des investissements ne soit soumise à aucune influence politique

Faire en sorte que les investissements soient distribués équitablement à toutes les régions

Faire en sorte que d'autres groupes, comme les gouvernements municipaux et les entreprises locales, appuient le projet en assumant une partie des coûts

Faire en sorte que les investissements soient remboursables

Q8: S,

QT Veuillez me dire si vous êtes fortement d'accord, plutôt d'accord, plutôt en désaccord ou fortement en désaccord avec les énoncés suivants. Pour ce qui est de l'énoncé...?

INSERT MT

AL Fortement d'accord
Plutôt d'accord
Plutôt en désaccord
Fortement en désaccord
NE SAIT PAS

RANDOMIZE MT

HALF SAMPLE SEES

L'aide gouvernementale aux entreprises n'est jamais bonne, même si les fonds sont remboursables dans l'avenir.

Le gouvernement devrait offrir du financement remboursable aux entreprises qui ont de nouvelles idées et qui ne peuvent obtenir du capital autrement.

Le gouvernement devrait offrir du financement remboursable aux entreprises qui ont de nouvelles idées et qui ont déjà connu du succès.

HALF SAMPLE SEES

L'aide gouvernementale aux entreprises n'est jamais bonne.

Le gouvernement devrait offrir du financement aux entreprises qui ont de nouvelles idées et qui ne peuvent obtenir du capital autrement.

Le gouvernement devrait offrir du financement aux entreprises qui ont de nouvelles idées et qui ont déjà connu du succès.

J'aimerais maintenant parler des problèmes liés aux sciences et à la technologie communément appelé S et T.

Q9: S,

QT Le gouvernement du Canada prend certaines mesures, ou pourrait prendre certaines mesures, pour aider les entreprises canadiennes dans leurs activités relatives aux sciences et à la technologie. Veuillez me dire à quel point chacune de ces mesures serait utile pour le Canada, et ce, à l'aide d'une échelle de 1 à 7, où « 1 » signifie que la mesure en question ne serait d'aucune utilité et « 7 », qu'elle serait très utile. Que pensez-vous de la mesure suivante... (LIRE LA LISTE ET FAIRE UNE ROTATION)*

INSERT MT

- AL
- 1 - Pas du tout importante
 - 2
 - 3
 - 4
 - 5
 - 6
 - 7 - Très importante

HALF SAMPLE SEES:

Le gouvernement encourage les entreprises à travailler avec les universités et collèges canadiens pour le développement des technologies.

OTHER HALF SEES:

Le gouvernement appuie le développement des compétences dans le domaine des sciences et de la technologie au sein des entreprises, des collèges et universités.

Q10: S,

QT Veuillez me dire dans quelle mesure vous croyez que les industries suivantes contribueront dans l'avenir à la santé économique du Canada. Pour chacune d'entre elles, veuillez me dire si vous croyez qu'il est très important que le Canada réussisse dans cette industrie, s'il est important qu'il réussisse, pas très important qu'il réussisse ou pas du tout important qu'il réussisse. Qu'en est-il... (LIRE ET FAIRE UNE ROTATION)

INSERT MT

AL Très important
Important
Pas très important
Pas du tout important
NE SAIT PAS/REFUSE

De l'industrie automobile
De l'industrie aérospatiale
Des technologies de l'information et des communications (TIC) ou de l'industrie des télécommunications
De l'industrie des biotechnologies
Du secteur des ressources naturelles
De l'industrie des technologies environnementales

Q11: S,

QT Parlons maintenant des télécommunications.

Veuillez me dire si vous êtes très satisfait(e), satisfait(e), insatisfait(e) ou très insatisfait(e) des aspects suivants des services de télécommunication au Canada aujourd'hui.

INSERT MT

AL Très satisfait(e)
Satisfait(e)
Insatisfait(e)
Très insatisfait(e)
NE SAIT PAS/REFUSE

ROTATE MT

Un niveau élevé d'innovations en matière de technologie, de produits et de services.

La force des entreprises de télécommunication appartenant à des intérêts canadiens.

L'accès pour les personnes habitant en région rurale aux services de télécommunication.

La recherche et le développement de nouvelles technologies de télécommunication au Canada.
Un système de télécommunication qui nous permette d'être concurrentiel sur le marché international.

PROGRAMMER: ROTATE choices for Qs12, 13 and 14

Q12 QT SHOULD APPEAR FIRST, THEN QT FOR Q13

Q12: S, PROGRAMMER, CONFIRM AL ROTATES

QT Le gouvernement du Canada peut réaliser ses objectifs de différentes façons. Je vous présenterai deux situations comportant chacune deux approches différentes. Veuillez me dire laquelle des approches proposées vous préférez :

AL Le gouvernement devrait établir une liste des services que les entreprises de télécommunication sont autorisées ou non à offrir ainsi que leurs tarifs

Le gouvernement devrait édicter des règles générales et devrait se fier au mécanisme de surveillance en place dans le marché et à la concurrence pour déterminer les meilleures gammes de produits et de prix

NE SAIT PAS/REFUSE

Q13: S,

QT Qu'en est-il des deux situations suivantes...?

LISEZ LA LISTE

PROGRAMMER, CONFIRM AL ROTATES

AL Le gouvernement devrait autoriser tout nouveau service de télécommunication et en déterminer le prix avant qu'une entreprise puisse le commercialiser

Les entreprises devraient pouvoir commercialiser les services de télécommunication sans autorisation préalable du gouvernement, pourvu que le gouvernement ait la possibilité de surveiller le marché et d'intervenir au besoin

NE SAIT PAS/REFUSE

Q14: S,

QT Qu'en est-il des deux situations suivantes...?

LISEZ LA LISTE

PROGRAMMER, CONFIRM AL ROTATES

AL Le gouvernement devrait encourager les investissements étrangers et la propriété étrangère dans le secteur des télécommunications au Canada pour stimuler davantage la concurrence, l'innovation et l'introduction de nouvelles technologies

Le gouvernement devrait maintenir les restrictions actuelles sur les investissements étrangers et sur la propriété étrangère dans le secteur des télécommunications permettant ainsi au Canada de demeurer en contrôle de ce secteur et de s'assurer que la prise de décisions importantes sur les télécommunications au sein des entreprises continue de se faire au Canada

NE SAIT PAS/REFUSE

Il ne me reste que quelques questions qui serviront à des fins statistiques. Je tiens à vous rappeler que vos réponses à ces questions et aux questions précédentes seront tenues confidentielles.

Q15: Q, RANGE 1900 .. 1990 DEF 1990,

QT En quelle année êtes-vous né(e)? [Inscrire l'année]

Q16: S,

QT Quel est le plus haut niveau de scolarité que vous avez complété? Veuillez m'arrêter lorsque je mentionnerai votre catégorie.
[LIRE LA LISTE]

AL Huitième année ou moins
Études secondaires en partie
Diplôme d'études secondaires (ou CEGEP)
Diplôme d'études postsecondaires techniques ou professionnelles
Études universitaires en partie
Diplôme d'études universitaires de premier cycle
Diplôme d'études universitaires de deuxième ou de troisième cycle
REFUSE

Q17: S,

QT À des fins statistiques uniquement, quel est le revenu annuel total de votre foyer avant impôts, c'est-à-dire le revenu total de tous les membres de votre foyer? Est-il de 50 000 \$ ou plus, ou de moins de 50 000 \$ par année?

AL 50 000 \$ ou plus
Moins de 50 000 \$
Ne sait pas
Refuse

ASK Q18 IF OVER \$50000

ASK Q19 IF UNDER \$50000

Q18: S,

QT Est-il de...?

LISEZ LA LISTE

AL 50 000 \$ à 74 999 \$
75 000 \$ à 99 999 \$
Plus de 100 000 \$
NE SAIT PAS
REFUSE

Q19: S,

QT Est-il de...?

AL 25 000 \$ à 49 999 \$
Moins de 25 000 \$
NE SAIT PAS
REFUSE

Q20: S,

QT Avez-vous accès à Internet?

AL

OUI

NON

NE SAIT PAS/REFUSE

Q21: Q, RANGE 0 .. 1 DEF 1,

QT Quels sont les trois premiers caractères de votre code postal?

Cela met fin à mes questions. Je vous remercie beaucoup d'avoir pris le temps de répondre à ce sondage.